

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 909

29 mars 2016

### SOMMAIRE

Birnesto Investments S.A. ....	43591	HL Multi Co-Invest S.à r.l. ....	43592
Canon Luxembourg S.A. ....	43587	Imhotep S.A. ....	43592
Centre Eyquem S.A. ....	43587	Imhotep S.A. ....	43591
C & L Investments S.A. ....	43590	Imhotep S.A. ....	43591
Concept Immobilière S.A. ....	43590	Immobilière 1911 S. à r.l. ....	43591
Conception et Réalisations de Bâtiments ....	43588	Independent S.à r.l. ....	43592
Connector Group S.à r.l. ....	43589	Les Issambres International S.A. ....	43630
Connector Group S.à r.l. ....	43589	Nolpro Holdings ....	43604
Conquest Investment S.à r.l. ....	43589	Privilege Southampton S.à r.l. ....	43615
Coriolis S.A. ....	43586	Professional Beauty Services S.A. ....	43632
Covalfi S.A. ....	43586	Secotine S.à r.l. ....	43592
Crossways S.A. ....	43587	Société de Développement Agricole - ZEVA S.A. ....	43632
Dalilto S.à r.l. ....	43588	Stronghold S.à r.l., SPF ....	43593
David Brown Systems S.à r.l. ....	43588	Tesame ....	43590
DBIT ....	43588	Tip Top Livraisons S.à r.l. ....	43586
Dhamma Participations S.A. ....	43588	Top Renovation S.à r.l. ....	43589
Dhamma Participations S.A. ....	43588	Trans Rafael S.à r.l. ....	43589
DIF ESP Luxembourg S.à r.l. ....	43589	Tremagi S.A. ....	43590
DST Europe EC 6 S.à r.l. ....	43628	Tremagi S.A. ....	43590
Duchess I CDO S.A. ....	43626	Triton III LuxCo B 16 S.à r.l. ....	43587
Galena Investments S.à r.l. ....	43591	Troy II Investment Holding S.à r.l. ....	43587
GIP-Lux S.à r.l. ....	43592	Urmet International Société Holding ....	43586
Helliot Luxembourg S.à r.l. ....	43631	Yoble S.A. ....	43586
Helliot Luxembourg S.à r.l. ....	43631		

**Coriolis S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 90.979.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Harald Jeschek / Joao Luis Da Fonseca Ferreira  
*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2016065873/12.

(160028278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2016.

---

**Covalfi S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 125.507.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme  
COVALFI S.A.  
Signature

Référence de publication: 2016065875/12.

(160028457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2016.

---

**Urmet International Société Holding, Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 48.293.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2016065627/10.

(160027376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

---

**Yoble S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 98.579.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2016065670/10.

(160027367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

---

**Tip Top Livraisons S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4176 Esch-sur-Alzette, 30, rue Joseph Kieffer.  
R.C.S. Luxembourg B 151.235.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016065619/10.

(160026891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

---

**Triton III LuxCo B 16 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 159.750.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Triton III LuxCo B 16 S.à r.l.*

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2016065609/11.

(160027341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

---

**Troy II Investment Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 181.914.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2016.

Robert Strietzel

*Gérant B*

Référence de publication: 2016065610/13.

(160027228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

---

**Crossways S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.  
R.C.S. Luxembourg B 124.745.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016065844/10.

(160028707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2016.

---

**Canon Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1818 Howald, 21, rue des Joncs.  
R.C.S. Luxembourg B 16.539.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 février 2016.

Delphine Munier.

Référence de publication: 2016065848/10.

(160028647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2016.

---

**Centre Eyquem S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1226 Luxembourg, 20, rue J.-P. Beicht.  
R.C.S. Luxembourg B 146.799.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2016065861/10.

(160028690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2016.

---

**Conception et Réalisations de Bâtiments, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7243 Bereldange, 34, rue du Dix Octobre.

R.C.S. Luxembourg B 137.121.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016069205/9.

(160032238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**Dalito S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1713 Luxembourg, 216, rue de Hamm.

R.C.S. Luxembourg B 160.843.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016069210/9.

(160032159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**David Brown Systems S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 140.251.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016069213/9.

(160032531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**DBIT, Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 7, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 46.585.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016069220/9.

(160032261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**Dhamma Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 130.656.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016069222/9.

(160032121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**Dhamma Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 130.656.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016069223/9.

(160032158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**DIF ESP Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 191.199.

---

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016069224/9.

(160032351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**Connector Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2266 Luxembourg, 27, rue d'Oradour.

R.C.S. Luxembourg B 180.699.

---

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016069176/9.

(160032592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**Connector Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2266 Luxembourg, 27, rue d'Oradour.

R.C.S. Luxembourg B 180.699.

---

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016069177/9.

(160032593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**Conquest Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 45, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 154.493.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016069178/9.

(160032553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**Top Renovation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4326 Esch-sur-Alzette, 38, rue de Stalingrad.

R.C.S. Luxembourg B 180.875.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016069042/9.

(160031779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

---

**Trans Rafael S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4326 Esch-sur-Alzette, 36, rue Stalingrad.

R.C.S. Luxembourg B 95.541.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016069044/9.

(160031778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

---

**Tesame, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 58.240.000,00.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 167.957.

—  
Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19.02.2016.

*Pour: TESAME*

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2016069039/14.

(160031883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

---

**Tremagi S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 114.804.

—  
Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2016.

Référence de publication: 2016069026/10.

(160031935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

---

**Tremagi S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 114.804.

—  
Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2016.

Référence de publication: 2016069027/10.

(160031936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

---

**C & L Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 70.549.

—  
Les comptes annuels au 30/06/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

C&amp;L INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2016069166/10.

(160032409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**Concept Immobilière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 30, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 42.322.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016069204/10.

(160032562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

**Imhotep S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1450 Luxembourg, 21, Côte d'Eich.  
R.C.S. Luxembourg B 80.324.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016069322/10.

(160032205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

**Imhotep S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1450 Luxembourg, 21, Côte d'Eich.  
R.C.S. Luxembourg B 80.324.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016069323/10.

(160032206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

**Immobilière 1911 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3940 Mondcrange, 7, rue de Pontpierre.  
R.C.S. Luxembourg B 47.965.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016069324/10.

(160032506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

**Birnesto Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 127.705.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour BIRNESTO INVESTMENTS S.A.**Un mandataire*

Référence de publication: 2016069164/11.

(160032567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

**Galena Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 16.887,00.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 39, rue du Puits Romain.  
R.C.S. Luxembourg B 160.522.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2016.

Signature

*Le mandataire*

Référence de publication: 2016069274/13.

(160032178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

**Secotine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 175.994.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 février 2016.

*Pour: Secotine S.à.r.l.*

Société à responsabilité limitée  
Experta Luxembourg  
Société anonyme

Référence de publication: 2016068972/14.

(160032099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

---

**Imhotep S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1450 Luxembourg, 21, Côte d'Eich.  
R.C.S. Luxembourg B 80.324.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016069321/10.

(160032204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**Independent S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 6, boulevard Roosevelt.  
R.C.S. Luxembourg B 145.296.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016069326/10.

(160032505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**GIP-Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1512 Luxembourg, 25, rue Pierre Federspiel.  
R.C.S. Luxembourg B 109.623.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016069283/10.

(160032507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**HL Multi Co-Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 154.759.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016069298/10.

(160032426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---



**Stronghold S.à r.l., SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 141.596.

On the eighteenth day of December in the year two thousand and fifteen, before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg,

There appeared:

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of Stronghold S.à r.l., SPF, a société à responsabilité limitée, having its registered office in Luxembourg, constituted by a deed of enacted by Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg, on August 11<sup>th</sup>, 2008, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations no 2433 of October 04<sup>th</sup>, 2008. The articles of association have not been amended.

The meeting was presided by Mrs. Emilie Quérel, employee, residing professionally in Luxembourg who appointed as secretary Mr. Benoit Tassigny, employee, residing professionally in Luxembourg

The meeting elected as scrutineer Mr. Emilie Quérel prenamed.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I: The agenda of the present extraordinary general meeting is the following:

1. Transfer of the statutory seat, the effective headquarters, the principal place of business and the central administration from the Grand Duchy of Luxembourg to Cyprus and incorporation of the Company as a corporation in Cyprus, without prior dissolution of the Company but in continuation of the legal entity in Cyprus of the Luxembourg company, all this in conformity with Luxembourg law;

2. Modification of the name of "Stronghold S.à r.l., SPF." to "Stronghold Limited" and complete modification of the articles of association in order to comply with the Cyprus company law, and more particularly:

- determination of the duration of the Company
- modification of its purpose in order to read as follows:

“ 3. The objects for which the company is established are:

(a) To carry on the business of an investment company and for that purpose to acquire and hold either in the name of the Company or in that of any nominee, shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, notes, obligations and securities issued or guaranteed by any company wherever incorporated or carrying on business and debentures, debenture stock, bonds, notes, obligations and securities issued or guaranteed by any government, sovereign ruler, commissioners, public body or authority, supreme, dependent, municipal, local or otherwise in any part of the world by original subscription, contract, tender, purchase, exchange, underwriting, participation in syndicates or otherwise, whether or not fully paid up, and to subscribe for the same subject to such terms and conditions as may be thought fit.

(b) To purchase or otherwise acquire and own patents, licences rights and privileges subject to royalties or otherwise whether exclusive or non-exclusive or limited or any interest in them and or grant same under any conditions and receive payment or royalties thereon.

(c) To carry on, in any part of the world activities of providers of consulting services, as well as activities of providers of business consultants and of management consultants to industrial and commercial or any other enterprises in general, and to advise on methods of development and improving of such enterprises in the fields of technology, industry and commerce as well as on matters of personnel and administration, introduction of systems or processes of production, storage, distribution, marketing of products and systems of sales and sales' promotion and to undertake research on all abovementioned matters and to carry on special studies on such matters and to undertake the establishment of business in any part of the world and promote to this effect the creation of companies, partnerships, branches and in general all forms of carrying on business.

(d) To carry on, either alone or in common with others anywhere in the world either in duty free zones or elsewhere, commercial businesses, works or business of general trade, imports, exports, purchases, sales, exchanges or trading of goods in any other way, chemical products, industrial goods, agricultural goods, minerals or any other goods of any nature either in cash or on credit or on hire purchase or any other exchange and to carry on business of agents, brokers, for commercial businesses of any kind, for imports or exports purchases, sales, exchanges of goods, industrial goods, agricultural goods, minerals and any other goods of any nature and any kind.

(e) To erect, maintain, operate, manage, construct, reconstruct, alter, enlarge, repair, improve and modify, furnish, decorate, control, demolish, replace any shops, offices, flats, hotels, motels, chalets, buildings, villas, clubs, tourist installations, electrical installations or installations of water distributions, workshops, factories, mills, mechanical installations, machinery, warehouses and any other works, structures, technical installations and facilities of any kind or constructions, as the company considers desirable for the purposes of its objects and to contribute, to subsidize or otherwise assist or participate in constructing, improving, maintaining, operating, managing, carrying out or controlling thereof.

(f) To acquire, rent, possess or in any way construct movable or immovable property, the sale, disposal or in any way disposition of the said property or the utilisation in any other way of the said property.

(g) To carry on any other business or work which the board of directors consider beneficial to the objects of the company's operations or to be considered supplementary or if it may be considered to serve its objects directly or indirectly.

(h) To pay all expenses, charges and costs, incurred in relation to the promotion and formation of the company and to pay all those expenses which the company decided to consider as preliminary expenses, including advertising costs and stationery.

(i) To take - over or otherwise acquire the whole or part of a business, property or liabilities of any company, organisation, partnership or person, (individual or legal entity) whose objects fall partly or in the whole within the objects of the company and to manage, operate, dispose and liquidate any business.

(j) To conclude an agreement with any Government or any Authority, local or municipal or such other which would possibly be considered as contributing to the attainment of all or some of the company's objects and to secure from these authorities rights, privileges and concessions which the company considers expedient to secure and the implementation of such like agreements for the rights, privileges and concessions.

(k) To issue, accept, endorse, discount and deal in bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments.

(l) To borrow, raise money or secure obligations, responsibilities or debts (either the company's or any other person's) without any restrictions by the issue of debentures and debenture stock with or without fixed date of repayment, promissory notes, mortgages or other securities or guarantees of any type, imposed on all or part of the property and rights of the company including the uncalled share capital, or without such security and under such terms as regards the granting or not of priority or otherwise, which the company deems advantageous.

(m) To make advances or grant loans to third parties with such security or without any such security as the company thinks fit.

(n) To invest the company's monies, which are not immediately required for the purposes of its business, and in such a way as it may be decided from time to time with the exception of investing these for the acquisition of its own shares.

(o) To acquire by registration, by purchase or otherwise and to accept, receive, hold and sell shares or stock in any company, organisation or enterprise whose object clauses either fully or partly resemble the company's own objects or are of such nature which offer the possibility of promoting or serving the company's interests.

(p) To acquire and exploit any movable or immovable property which may serve the company's objects and to establish offices, agencies, branches and representatives in Cyprus and in any other part of the world.

(q) To take measures for the prosperity of the persons employed by the company or those previously employed by the company or their predecessors as well as their wives, widows and dependants consisting of money grants, pensions, insurances or other payments as well as by providing medical care or any other assistance the company deems necessary and to establish, contribute or otherwise provide help to charitable, religious, scientific, national or other foundations or purposes, having moral or other issues, to get support or assistance by the company, due to the nature or the location of its businesses or any other reason.

(r) To make contributions or donations for charitable, benevolent or useful purposes of public character, the assistance of which in the company's opinion would tend to improve the company's image or popularity among its employees, its customers or the public.

(s) To conclude and implement agreements concerning the carrying-on of businesses in common, or the participation in profits or the amalgamation with any other company or organisation or partnership or person, engaged in business falling within the objects of the company.

(t) To establish, promote the establishment and otherwise assist any company or companies for the purpose of acquiring any assets or liabilities of the company or for any other purpose which would promote the company's objects.

(u) To sell, realise, mortgage, charge, grant rights or options or transfer the businesses, the properties and the undertaking of the company or any part thereof against any exchange, which the company would accept as it thinks fit.

(v) To accept stock or shares or debentures or mortgage debentures or any other securities of any other company for the payment, wholly or partly, of any service rendered to it, or sale made to it by this company or for any debt due by such other company.

(w) To distribute in specie or otherwise as may be decided, any assets of the company, among its members, in particular the shares, the debentures or other securities of any other company set-up for taking over the whole or part of the company's assets or liabilities but in such manner so that no reduction of capital takes place, which requires the prior approval of the Law, if any.

(x) To exercise any of the objects permitted by this Memorandum of Association in Cyprus, or in any part of the world, either alone or together with other companies, firms, organisations or persons either as agent, trustee, principal, sub-contractor or representative of other companies, firms, or persons, either through agents, trustees, subcontractors, or representatives.

(y) The company (a) shall not provide any financial services other than to its shareholders or bodies corporate in its group of companies (for the purposes hereof the term "financial services" means dealing in investments, managing investments, giving investment advice or establishing and operating collective investment advice or establishing and operating collective investment schemes and the term "investments" means shares, debentures, government and public securities, warrants certificates representing securities, units in collective investment schemes, options, futures and con-

tracts for differences) and (b) shall not assume directly or indirectly, any obligations to the public, whether in the form of deposits, securities or other evidence of debt (for the purposes hereof the term “public” does not include banking or credit institutions, the company’s shareholders or bodies corporate in the company’s own group of companies. The term “deposits” does not include sums of money received on terms which are referable to the provision of goods or services other than “financial services” as defined hereinabove. The term “debt” does not include credit obtained in relation to the provision of goods or services).

(z) Generally to undertake such works which would appear to the company as enhancing or contributing to the achievement of all or some of the aforesaid objects.

It is hereby declared that each paragraph of clause 3 above will be interpreted independently and none of the above-mentioned objects mentioned in any of the abovementioned paragraphs will be considered supplementary for the purposes stated in anyone of the above stated paragraphs.

None of the aforementioned clauses would give the company the right to conduct any insurance business either alone or in cooperation with any other person.”

3. Full restatement of the Articles of Incorporation of the Company in order to comply them to the laws of Cyprus (according to the template attached to this present deed).

4. Resignation of the current manager and appointment of the new directors in Cyprus.

5. Appointment of the auditor.

6. Powers to be granted to Fiduciana Trust (Cyprus) Limited, in Cyprus, in order to handle all administrative formalities regarding to the registration of the Company on continuous of the company in Cyprus.

72. Appointment of Geoffrey Henry in Luxembourg as special proxyholder of the Company in order to proceed with all the required formalities in Luxembourg.

8. Miscellaneous.

II. The shareholders present or represented, the proxy holders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxy holders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

III. As appears from the said attendance list, all the shares in circulation, all in registered form, are present or represented at the present general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

Report:

The sole Shareholder declares that the Company intends to transfer its statutory seat and effective management to Cyprus.

The purpose of this general meeting is to approve the transfer of the statutory seat, the effective headquarters, the principal place of business and the central administration of the Company from the Grand Duchy of Luxembourg to Cyprus, and more specifically to 1065 Nicosia, 1, Pargas, office/flat 5.

It is furthermore necessary to replace the articles of association of the Company by the articles of association under the laws of Cyprus.

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

#### *First resolution*

The general meeting resolves to transfer the statutory seat, the principal place of business, the central administration and the effective headquarters of the Company from Luxembourg to Cyprus, and more specifically to 1065 Nicosia, 1, Pargas, office/flat 5

and as a consequence for the Company to adopt the Cyprian nationality and to be subject to Cyprian law, this change of nationality having not as effect a change of the legal entity of the Company that stays unchanged, so that as a consequence without a change of the legal entity and this without a liquidation of the Luxembourg company, the nationality of the Company is changed from the Luxembourg to Cyprian nationality under the suspensive condition that the transfer is recorded in Cyprus under the Cyprian conditions.

The procedure for the deregistration of the Company will be effected at the Register of Companies of Luxembourg as soon as a statement attesting registration with the Registrar of Companies and Official Receiver of Cyprus received.

The general meeting further authorises Mr. Geoffrey Henry on his sole signature, to present the fiscal declarations and to do all that is necessary to deregister the Company from public registers and to this end to make any declaration, sign any deed and/or record and represent the Company also before public authorities and in general to do all that is necessary or simply expedient in order to execute this mandate.

#### *Second resolution*

The general meeting resolves to amend or replace the articles of association of the Company insofar as is necessary to render them conformant with the laws of Cyprus, and more particularly on this subject, resolves:

- to change the name from " Stronghold S.à r.l., SPF." to "Stronghold Limited" and complete modification of the articles of association, and more particularly:

- to determine the duration of the Company which is unlimited
- to give to the corporate object the following wording:

“ 3. The objects for which the company is established are:

(a) To carry on the business of an investment company and for that purpose to acquire and hold either in the name of the Company or in that of any nominee, shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, notes, obligations and securities issued or guaranteed by any company wherever incorporated or carrying on business and debentures, debenture stock, bonds, notes, obligations and securities issued or guaranteed by any government, sovereign ruler, commissioners, public body or authority, supreme, dependent, municipal, local or otherwise in any part of the world by original subscription, contract, tender, purchase, exchange, underwriting, participation in syndicates or otherwise, whether or not fully paid up, and to subscribe for the same subject to such terms and conditions as may be thought fit.

(b) To purchase or otherwise acquire and own patents, licences rights and privileges subject to royalties or otherwise whether exclusive or non-exclusive or limited or any interest in them and or grant same under any conditions and receive payment or royalties thereon.

(c) To carry on, in any part of the world activities of providers of consulting services, as well as activities of providers of business consultants and of management consultants to industrial and commercial or any other enterprises in general, and to advise on methods of development and improving of such enterprises in the fields of technology, industry and commerce as well as on matters of personnel and administration, introduction of systems or processes of production, storage, distribution, marketing of products and systems of sales and sales' promotion and to undertake research on all abovementioned matters and to carry on special studies on such matters and to undertake the establishment of business in any part of the world and promote to this effect the creation of companies, partnerships, branches and in general all forms of carrying on business.

(d) To carry on, either alone or in common with others anywhere in the world either in duty free zones or elsewhere, commercial businesses, works or business of general trade, imports, exports, purchases, sales, exchanges or trading of goods in any other way, chemical products, industrial goods, agricultural goods, minerals or any other goods of any nature either in cash or on credit or on hire purchase or any other exchange and to carry on business of agents, brokers, for commercial businesses of any kind, for imports or exports purchases, sales, exchanges of goods, industrial goods, agricultural goods, minerals and any other goods of any nature and any kind.

(e) To erect, maintain, operate, manage, construct, reconstruct, alter, enlarge, repair, improve and modify, furnish, decorate, control, demolish, replace any shops, offices, flats, hotels, motels, chalets, buildings, villas, clubs, tourist installations, electrical installations or installations of water distributions, workshops, factories, mills, mechanical installations, machinery, warehouses and any other works, structures, technical installations and facilities of any kind or constructions, as the company considers desirable for the purposes of its objects and to contribute, to subsidize or otherwise assist or participate in constructing, improving, maintaining, operating, managing, carrying out or controlling thereof.

(f) To acquire, rent, possess or in any way construct movable or immovable property, the sale, disposal or in any way disposition of the said property or the utilisation in any other way of the said property.

(g) To carry on any other business or work which the board of directors consider beneficial to the objects of the company's operations or to be considered supplementary or if it may be considered to serve its objects directly or indirectly.

(h) To pay all expenses, charges and costs, incurred in relation to the promotion and formation of the company and to pay all those expenses which the company decided to consider as preliminary expenses, including advertising costs and stationery.

(i) To take - over or otherwise acquire the whole or part of a business, property or liabilities of any company, organisation, partnership or person, (individual or legal entity) whose objects fall partly or in the whole within the objects of the company and to manage, operate, dispose and liquidate any business.

(j) To conclude an agreement with any Government or any Authority, local or municipal or such other which would possibly be considered as contributing to the attainment of all or some of the company's objects and to secure from these authorities rights, privileges and concessions which the company considers expedient to secure and the implementation of such like agreements for the rights, privileges and concessions.

(k) To issue, accept, endorse, discount and deal in bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments.

(l) To borrow, raise money or secure obligations, responsibilities or debts (either the company's or any other person's) without any restrictions by the issue of debentures and debenture stock with or without fixed date of repayment, promissory notes, mortgages or other securities or guarantees of any type, imposed on all or part of the property and rights of the company including the uncalled share capital, or without such security and under such terms as regards the granting or not of priority or otherwise, which the company deems advantageous.

(m) To make advances or grant loans to third parties with such security or without any such security as the company thinks fit.

(n) To invest the company's monies, which are not immediately required for the purposes of its business, and in such a way as it may be decided from time to time with the exception of investing these for the acquisition of its own shares.

(o) To acquire by registration, by purchase or otherwise and to accept, receive, hold and sell shares or stock in any company, organisation or enterprise whose object clauses either fully or partly resemble the company's own objects or are of such nature which offer the possibility of promoting or serving the company's interests.

(p) To acquire and exploit any movable or immovable property which may serve the company's objects and to establish offices, agencies, branches and representatives in Cyprus and in any other part of the world.

(q) To take measures for the prosperity of the persons employed by the company or those previously employed by the company or their predecessors as well as their wives, widows and dependants consisting of money grants, pensions, insurances or other payments as well as by providing medical care or any other assistance the company deems necessary and to establish, contribute or otherwise provide help to charitable, religious, scientific, national or other foundations or purposes, having moral or other issues, to get support or assistance by the company, due to the nature or the location of its businesses or any other reason.

(r) To make contributions or donations for charitable, benevolent or useful purposes of public character, the assistance of which in the company's opinion would tend to improve the company's image or popularity among its employees, its customers or the public.

(s) To conclude and implement agreements concerning the carrying-on of businesses in common, or the participation in profits or the amalgamation with any other company or organisation or partnership or person, engaged in business falling within the objects of the company.

(t) To establish, promote the establishment and otherwise assist any company or companies for the purpose of acquiring any assets or liabilities of the company or for any other purpose which would promote the company's objects.

(u) To sell, realise, mortgage, charge, grant rights or options or transfer the businesses, the properties and the undertaking of the company or any part thereof against any exchange, which the company would accept as it thinks fit.

(v) To accept stock or shares or debentures or mortgage debentures or any other securities of any other company for the payment, wholly or partly, of any service rendered to it, or sale made to it by this company or for any debt due by such other company.

(w) To distribute in specie or otherwise as may be decided, any assets of the company, among its members, in particular the shares, the debentures or other securities of any other company set-up for taking over the whole or part of the company's assets or liabilities but in such manner so that no reduction of capital takes place, which requires the prior approval of the Law, if any.

(x) To exercise any of the objects permitted by this Memorandum of Association in Cyprus, or in any part of the world, either alone or together with other companies, firms, organisations or persons either as agent, trustee, principal, sub-contractor or representative of other companies, firms, or persons, either through agents, trustees, subcontractors, or representatives.

(y) The company (a) shall not provide any financial services other than to its shareholders or bodies corporate in its group of companies (for the purposes hereof the term "financial services" means dealing in investments, managing investments, giving investment advice or establishing and operating collective investment advice or establishing and operating collective investment schemes and the term "investments" means shares, debentures, government and public securities, warrants certificates representing securities, units in collective investment schemes, options, futures and contracts for differences) and (b) shall not assume directly or indirectly, any obligations to the public, whether in the form of deposits, securities or other evidence of debt (for the purposes hereof the term "public" does not include banking or credit institutions, the company's shareholders or bodies corporate in the company's own group of companies. The term "deposits" does not include sums of money received on terms which are referable to the provision of goods or services other than "financial services" as defined hereinabove. The term "debt" does not include credit obtained in relation to the provision of goods or services).

(z) Generally to undertake such works which would appear to the company as enhancing or contributing to the achievement of all or some of the aforesaid objects.

It is hereby declared that each paragraph of clause 3 above will be interpreted independently and none of the above-mentioned objects mentioned in any of the abovementioned paragraphs will be considered supplementary for the purposes stated in anyone of the above stated paragraphs.

None of the aforementioned clauses would give the company the right to conduct any insurance business either alone or in cooperation with any other person."

- to adapt the draft of the articles of association as attached to the present deed and as they will be filed with the Registrar of Companies and Official Receiver of Cyprus.

It being understood that the formalities provided under Cyprian law for the final adoption of these articles of association and of domestication will be made and are in conformity with the laws of Cyprus.

#### *Third resolution*

The general meeting resolves to proceed with the full restatement of the Articles of Incorporation of the Company in order to comply them to the laws of Cyprus (according to the template attached to this present deed).

*Fourth resolution*

The general meeting acknowledges the resignation with immediate effect of the sole manager of the Company. The general meeting further gives full discharge to the sole manager in relation to her mandate as manager of the Company.

*Fifth resolution*

The general meeting resolves to appoint the following persons as directors of the Company, who shall remain in office for an unlimited period, in accordance with Cyprian law:

Geoffrey Henry, residing in L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire, (Grand-Duchy de Luxembourg),

Fiduciana Directors Limited, having its registered office at 12, Mikinon Street, 1065 Nicosia (Cyprus).

The directors so appointed shall have the broadest powers in order to complete the transfer of the Company to Cyprus and to accomplish all steps, formalities and procedures necessary or required to finalize the transfer in accordance with Cyprian law.

*Sixth resolution*

The general meeting resolves to appoint the following person as auditor of the Company, who shall remain in office for an unlimited period, in accordance with Cyprian law:

AuditPoint Limited, certified public accounts and registered auditor, Nikis Avenue & 1 Kastoros Street, 1<sup>st</sup> Floor, 1087 Nicosia, Cyprus.

*Seventh resolution*

The general meeting resolves to appoint Fiduciana Trust (Cyprus) Limited, in Cyprus in order to handle all administrative formalities regarding to the registration of the company on continuous of the company in Cyprus.

*Eighth resolution*

The general meeting resolves to appoint Mr. Geoffrey Henry, in Luxembourg as special proxy-holder of the company in order to proceed with all the required formalities in Luxembourg.

THE FOLLOWING RESOLUTIONS WERE TAKEN UNDER THE SUSPENSIVE CONDITION THAT THE TRANSFER IS REGISTERED WITH REGISTRAR OF COMPANIES AND OFFICIAL RECEIVER OF CYPRUS, BEFORE MARCH, 2016.

*Declaration Pro Fisco:*

The sole shareholder decides that the transfer of the statutory seat and the consequent change of nationality will have no effect on the legal personality of the Company that continues without any liquidation in Luxembourg.

*Costs:*

The total costs, expenses and charges in whatever form that the Company incurs or which are charged to it by virtue of this extraordinary general meeting is estimated without prejudice at the sum of EUR 1,800.-.

IN WITNESS WHEREOF, done and adopted in Luxembourg on the date at the head of this document.

This record having been read aloud and explained to the person appearing, known to the recording notary by surname, usual forename, nationality and domicile, the person appearing signed the deed with us, the notary.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

**Suit la traduction française:**

L'an deux mil quinze, le dix-huit décembre

Par-devant Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Stronghold S.à r.l., SPF., société à responsabilité limitée ayant son siège social à Luxembourg, constituée par acte de Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 11 aout 2008, publié au Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations n° 2433 du 04 octobre 2008.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Emilie Quérel, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Benoit Tassigny, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Emilie Quérel prénommée Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que l'ordre du jour est le suivant:

1. Transfert du siège social statutaire, du siège réel, du lieu du principal établissement, de l'administration centrale du Grand-Duché du Luxembourg vers la Chypre, et transformation de la société en une société chypriote, sans dissolution préalable, mais par continuation à Chypre de la personnalité juridique de la société luxembourgeoise, et cela en conformité avec la loi luxembourgeoise.

2. Modification de la dénomination de «Stronghold S.à r.l., SPF» en «Stronghold Limited», et remaniement complet des statuts et plus particulièrement

- de la détermination de la durée de la société
- ainsi que son objet lequel se lira comme suit:

“ 3. The objects for which the company is established are:

(a) To carry on the business of an investment company and for that purpose to acquire and hold either in the name of the Company or in that of any nominee, shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, notes, obligations and securities issued or guaranteed by any company wherever incorporated or carrying on business and debentures, debenture stock, bonds, notes, obligations and securities issued or guaranteed by any government, sovereign ruler, commissioners, public body or authority, supreme, dependent, municipal, local or otherwise in any part of the world by original subscription, contract, tender, purchase, exchange, underwriting, participation in syndicates or otherwise, whether or not fully paid up, and to subscribe for the same subject to such terms and conditions as may be thought fit.

(b) To purchase or otherwise acquire and own patents, licences rights and privileges subject to royalties or otherwise whether exclusive or non-exclusive or limited or any interest in them and or grant same under any conditions and receive payment or royalties thereon.

(c) To carry on, in any part of the world activities of providers of consulting services, as well as activities of providers of business consultants and of management consultants to industrial and commercial or any other enterprises in general, and to advise on methods of development and improving of such enterprises in the fields of technology, industry and commerce as well as on matters of personnel and administration, introduction of systems or processes of production, storage, distribution, marketing of products and systems of sales and sales' promotion and to undertake research on all abovementioned matters and to carry on special studies on such matters and to undertake the establishment of business in any part of the world and promote to this effect the creation of companies, partnerships, branches and in general all forms of carrying on business.

(d) To carry on, either alone or in common with others anywhere in the world either in duty free zones or elsewhere, commercial businesses, works or business of general trade, imports, exports, purchases, sales, exchanges or trading of goods in any other way, chemical products, industrial goods, agricultural goods, minerals or any other goods of any nature either in cash or on credit or on hire purchase or any other exchange and to carry on business of agents, brokers, for commercial businesses of any kind, for imports or exports purchases, sales, exchanges of goods, industrial goods, agricultural goods, minerals and any other goods of any nature and any kind.

(e) To erect, maintain, operate, manage, construct, reconstruct, alter, enlarge, repair, improve and modify, furnish, decorate, control, demolish, replace any shops, offices, flats, hotels, motels, chalets, buildings, villas, clubs, tourist installations, electrical installations or installations of water distributions, workshops, factories, mills, mechanical installations, machinery, warehouses and any other works, structures, technical installations and facilities of any kind or constructions, as the company considers desirable for the purposes of its objects and to contribute, to subsidize or otherwise assist or participate in constructing, improving, maintaining, operating, managing, carrying out or controlling thereof.

(f) To acquire, rent, possess or in any way construct movable or immovable property, the sale, disposal or in any way disposition of the said property or the utilisation in any other way of the said property.

(g) To carry on any other business or work which the board of directors consider beneficial to the objects of the company's operations or to be considered supplementary or if it may be considered to serve its objects directly or indirectly.

(h) To pay all expenses, charges and costs, incurred in relation to the promotion and formation of the company and to pay all those expenses which the company decided to consider as preliminary expenses, including advertising costs and stationery.

(i) To take - over or otherwise acquire the whole or part of a business, property or liabilities of any company, organisation, partnership or person, (individual or legal entity) whose objects fall partly or in the whole within the objects of the company and to manage, operate, dispose and liquidate any business.

(j) To conclude an agreement with any Government or any Authority, local or municipal or such other which would possibly be considered as contributing to the attainment of all or some of the company's objects and to secure from these authorities rights, privileges and concessions which the company considers expedient to secure and the implementation of such like agreements for the rights, privileges and concessions.

(k) To issue, accept, endorse, discount and deal in bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments.

(l) To borrow, raise money or secure obligations, responsibilities or debts (either the company's or any other person's) without any restrictions by the issue of debentures and debenture stock with or without fixed date of repayment, promissory notes, mortgages or other securities or guarantees of any type, imposed on all or part of the property and rights of the company including the uncalled share capital, or without such security and under such terms as regards the granting or not of priority or otherwise, which the company deems advantageous.

(m) To make advances or grant loans to third parties with such security or without any such security as the company thinks fit.

(n) To invest the company's monies, which are not immediately required for the purposes of its business, and in such a way as it may be decided from time to time with the exception of investing these for the acquisition of its own shares.

(o) To acquire by registration, by purchase or otherwise and to accept, receive, hold and sell shares or stock in any company, organisation or enterprise whose object clauses either fully or partly resemble the company's own objects or are of such nature which offer the possibility of promoting or serving the company's interests.

(p) To acquire and exploit any movable or immovable property which may serve the company's objects and to establish offices, agencies, branches and representatives in Cyprus and in any other part of the world.

(q) To take measures for the prosperity of the persons employed by the company or those previously employed by the company or their predecessors as well as their wives, widows and dependants consisting of money grants, pensions, insurances or other payments as well as by providing medical care or any other assistance the company deems necessary and to establish, contribute or otherwise provide help to charitable, religious, scientific, national or other foundations or purposes, having moral or other issues, to get support or assistance by the company, due to the nature or the location of its businesses or any other reason.

(r) To make contributions or donations for charitable, benevolent or useful purposes of public character, the assistance of which in the company's opinion would tend to improve the company's image or popularity among its employees, its customers or the public.

(s) To conclude and implement agreements concerning the carrying-on of businesses in common, or the participation in profits or the amalgamation with any other company or organisation or partnership or person, engaged in business falling within the objects of the company.

(t) To establish, promote the establishment and otherwise assist any company or companies for the purpose of acquiring any assets or liabilities of the company or for any other purpose which would promote the company's objects.

(u) To sell, realise, mortgage, charge, grant rights or options or transfer the businesses, the properties and the undertaking of the company or any part thereof against any exchange, which the company would accept as it thinks fit.

(v) To accept stock or shares or debentures or mortgage debentures or any other securities of any other company for the payment, wholly or partly, of any service rendered to it, or sale made to it by this company or for any debt due by such other company.

(w) To distribute in specie or otherwise as may be decided, any assets of the company, among its members, in particular the shares, the debentures or other securities of any other company set-up for taking over the whole or part of the company's assets or liabilities but in such manner so that no reduction of capital takes place, which requires the prior approval of the Law, if any.

(x) To exercise any of the objects permitted by this Memorandum of Association in Cyprus, or in any part of the world, either alone or together with other companies, firms, organisations or persons either as agent, trustee, principal, subcontractor or representative of other companies, firms, or persons, either through agents, trustees, subcontractors, or representatives.

(y) The company (a) shall not provide any financial services other than to its shareholders or bodies corporate in its group of companies (for the purposes hereof the term "financial services" means dealing in investments, managing investments, giving investment advice or establishing and operating collective investment advice or establishing and operating collective investment schemes and the term "investments" means shares, debentures, government and public securities, warrants certificates representing securities, units in collective investment schemes, options, futures and contracts for differences) and (b) shall not assume directly or indirectly, any obligations to the public, whether in the form of deposits, securities or other evidence of debt (for the purposes hereof the term "public" does not include banking or credit institutions, the company's shareholders or bodies corporate in the company's own group of companies. The term "deposits" does not include sums of money received on terms which are referable to the provision of goods or services other than "financial services" as defined hereinabove. The term "debt" does not include credit obtained in relation to the provision of goods or services).

(z) Generally to undertake such works which would appear to the company as enhancing or contributing to the achievement of all or some of the aforesaid objects.

It is hereby declared that each paragraph of clause 3 above will be interpreted independently and none of the above-mentioned objects mentioned in any of the abovementioned paragraphs will be considered supplementary for the purposes stated in anyone of the above stated paragraphs.

None of the aforementioned clauses would give the company the right to conduct any insurance business either alone or in cooperation with any other person."

3. Refonte complète des Statuts de la Société afin de les conformer aux lois de Chypre (selon le modèle annexé au présent acte).

4. Démission du gérant unique actuel et nomination du ou des nouveaux administrateurs à Chypre.

5. Nomination d'un auditeur.



6. Pouvoirs à conférer à Fiduciana Trust (Cyprus) Limited à Chypre, afin de traiter toutes les formalités administratives relatives à l'enregistrement de la Société et la continuité de la société à Chypre.

7. Nomination de Geoffrey Henry à Luxembourg en tant que mandataire spécial de la Société en vue de procéder à toutes les formalités requises au Luxembourg.

8. Divers.

Exposé:

L'associé unquedéclare que la société entend transférer son siège statutaire et de direction effective à Chypre.

La présente a pour objet de décider le transfert du siège statutaire, du siège de direction effective, du lieu du principal établissement et de l'administration centrale de la société du Grand-Duché du Luxembourg vers Chypre, et plus spécifiquement à 1065 Nicosia, 1 Pargas office/flat 5.

De plus il est nécessaire de remplacer les statuts de la société par les statuts de la société soumis à la loi chypriote.

Après l'examen des différents points à l'ordre du jour, et après délibération, les actionnaires ont pris à l'unanimité des résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée générale décide que le siège social statutaire, le principal établissement, l'administration centrale et le siège de direction effective de la société sont transférés du Luxembourg vers Chypre et plus précisément à 1065 Nicosia, 1, Pargas, office/flat 5.

de sorte que la société adoptera la nationalité chypriote et sera soumise à la loi chypriote. Ce changement de nationalité n'ayant pas pour effet de modifier la personnalité juridique de la société qui restera inchangée, a pour conséquence que cette société passera de la nationalité luxembourgeoise à la nationalité chypriote et ce sans liquidation de la société, la nationalité de la société est changée de la nationalité luxembourgeoise à la nationalité chypriote le tout sous condition suspensive que ce transfert se réalise et soit enregistré selon les lois chypriotes.

La procédure de radiation de la société sera effectuée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg dès réception de l'extrait attestant de son inscription auprès du Registrar of Companies and Official Receiver de Chypre.

L'assemblée générale donne en outre pouvoir à Mme Geoffrey Henry, par sa signature individuelle, de présenter les déclarations fiscales et de faire le nécessaire pour rayer la société des registres publics, et à cet effet de faire toute déclaration, de signer tout acte et/ou procès-verbal, et de représenter la société aussi devant les autorités publiques, et en général de faire tout ce qui est nécessaire ou simplement utile pour exécuter le présent mandat.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier ou de remplacer les statuts de la société dans la mesure nécessaire pour les rendre conformes à la législation chypriote, et plus particulièrement à ce sujet décide:

- de changer la dénomination de «Stronghold S.à r.l., SPF» en «Stronghold Limited»
- de fixer la durée de la société à une durée indéterminée,
- de donner à l'objet social la teneur suivante:

“ 3. The objects for which the company is established are:

(a) To carry on the business of an investment company and for that purpose to acquire and hold either in the name of the Company or in that of any nominee, shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, notes, obligations and securities issued or guaranteed by any company wherever incorporated or carrying on business and debentures, debenture stock, bonds, notes, obligations and securities issued or guaranteed by any government, sovereign ruler, commissioners, public body or authority, supreme, dependent, municipal, local or otherwise in any part of the world by original subscription, contract, tender, purchase, exchange, underwriting, participation in syndicates or otherwise, whether or not fully paid up, and to subscribe for the same subject to such terms and conditions as may be thought fit.

(b) To purchase or otherwise acquire and own patents, licences rights and privileges subject to royalties or otherwise whether exclusive or non-exclusive or limited or any interest in them and or grant same under any conditions and receive payment or royalties thereon.

(c) To carry on, in any part of the world activities of providers of consulting services, as well as activities of providers of business consultants and of management consultants to industrial and commercial or any other enterprises in general, and to advise on methods of development and improving of such enterprises in the fields of technology, industry and commerce as well as on matters of personnel and administration, introduction of systems or processes of production, storage, distribution, marketing of products and systems of sales and sales' promotion and to undertake research on all abovementioned matters and to carry on special studies on such matters and to undertake the establishment of business in any part of the world and promote to this effect the creation of companies, partnerships, branches and in general all forms of carrying on business.

(d) To carry on, either alone or in common with others anywhere in the world either in duty free zones or elsewhere, commercial businesses, works or business of general trade, imports, exports, purchases, sales, exchanges or trading of goods in any other way, chemical products, industrial goods, agricultural goods, minerals or any other goods of any nature

either in cash or on credit or on hire purchase or any other exchange and to carry on business of agents, brokers, for commercial businesses of any kind, for imports or exports purchases, sales, exchanges of goods, industrial goods, agricultural goods, minerals and any other goods of any nature and any kind.

(e) To erect, maintain, operate, manage, construct, reconstruct, alter, enlarge, repair, improve and modify, furnish, decorate, control, demolish, replace any shops, offices, flats, hotels, motels, chalets, buildings, villas, clubs, tourist installations, electrical installations or installations of water distributions, workshops, factories, mills, mechanical installations, machinery, warehouses and any other works, structures, technical installations and facilities of any kind or constructions, as the company considers desirable for the purposes of its objects and to contribute, to subsidize or otherwise assist or participate in constructing, improving, maintaining, operating, managing, carrying out or controlling thereof.

(f) To acquire, rent, possess or in any way construct movable or immovable property, the sale, disposal or in any way disposition of the said property or the utilisation in any other way of the said property.

(g) To carry on any other business or work which the board of directors consider beneficial to the objects of the company's operations or to be considered supplementary or if it may be considered to serve its objects directly or indirectly.

(h) To pay all expenses, charges and costs, incurred in relation to the promotion and formation of the company and to pay all those expenses which the company decided to consider as preliminary expenses, including advertising costs and stationery.

(i) To take - over or otherwise acquire the whole or part of a business, property or liabilities of any company, organisation, partnership or person, (individual or legal entity) whose objects fall partly or in the whole within the objects of the company and to manage, operate, dispose and liquidate any business.

(j) To conclude an agreement with any Government or any Authority, local or municipal or such other which would possibly be considered as contributing to the attainment of all or some of the company's objects and to secure from these authorities rights, privileges and concessions which the company considers expedient to secure and the implementation of such like agreements for the rights, privileges and concessions.

(k) To issue, accept, endorse, discount and deal in bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments.

(l) To borrow, raise money or secure obligations, responsibilities or debts (either the company's or any other person's) without any restrictions by the issue of debentures and debenture stock with or without fixed date of repayment, promissory notes, mortgages or other securities or guarantees of any type, imposed on all or part of the property and rights of the company including the uncalled share capital, or without such security and under such terms as regards the granting or not of priority or otherwise, which the company deems advantageous.

(m) To make advances or grant loans to third parties with such security or without any such security as the company thinks fit.

(n) To invest the company's monies, which are not immediately required for the purposes of its business, and in such a way as it may be decided from time to time with the exception of investing these for the acquisition of its own shares.

(o) To acquire by registration, by purchase or otherwise and to accept, receive, hold and sell shares or stock in any company, organisation or enterprise whose object clauses either fully or partly resemble the company's own objects or are of such nature which offer the possibility of promoting or serving the company's interests.

(p) To acquire and exploit any movable or immovable property which may serve the company's objects and to establish offices, agencies, branches and representatives in Cyprus and in any other part of the world.

(q) To take measures for the prosperity of the persons employed by the company or those previously employed by the company or their predecessors as well as their wives, widows and dependants consisting of money grants, pensions, insurances or other payments as well as by providing medical care or any other assistance the company deems necessary and to establish, contribute or otherwise provide help to charitable, religious, scientific, national or other foundations or purposes, having moral or other issues, to get support or assistance by the company, due to the nature or the location of its businesses or any other reason.

(r) To make contributions or donations for charitable, benevolent or useful purposes of public character, the assistance of which in the company's opinion would tend to improve the company's image or popularity among its employees, its customers or the public.

(s) To conclude and implement agreements concerning the carrying-on of businesses in common, or the participation in profits or the amalgamation with any other company or organisation or partnership or person, engaged in business falling within the objects of the company.

(t) To establish, promote the establishment and otherwise assist any company or companies for the purpose of acquiring any assets or liabilities of the company or for any other purpose which would promote the company's objects.

(u) To sell, realise, mortgage, charge, grant rights or options or transfer the businesses, the properties and the undertaking of the company or any part thereof against any exchange, which the company would accept as it thinks fit.

(v) To accept stock or shares or debentures or mortgage debentures or any other securities of any other company for the payment, wholly or partly, of any service rendered to it, or sale made to it by this company or for any debt due by such other company.

(w) To distribute in specie or otherwise as may be decided, any assets of the company, among its members, in particular the shares, the debentures or other securities of any other company set-up for taking over the whole or part of the company's

assets or liabilities but in such manner so that no reduction of capital takes place, which requires the prior approval of the Law, if any.

(x) To exercise any of the objects permitted by this Memorandum of Association in Cyprus, or in any part of the world, either alone or together with other companies, firms, organisations or persons either as agent, trustee, principal, sub-contractor or representative of other companies, firms, or persons, either through agents, trustees, subcontractors, or representatives.

(y) The company (a) shall not provide any financial services other than to its shareholders or bodies corporate in its group of companies (for the purposes hereof the term “financial services” means dealing in investments, managing investments, giving investment advice or establishing and operating collective investment advice or establishing and operating collective investment schemes and the term “investments” means shares, debentures, government and public securities, warrants certificates representing securities, units in collective investment schemes, options, futures and contracts for differences) and (b) shall not assume directly or indirectly, any obligations to the public, whether in the form of deposits, securities or other evidence of debt (for the purposes hereof the term “public” does not include banking or credit institutions, the company’s shareholders or bodies corporate in the company’s own group of companies. The term “deposits” does not include sums of money received on terms which are referable to the provision of goods or services other than “financial services” as defined hereinabove. The term “debt” does not include credit obtained in relation to the provision of goods or services).

(z) Generally to undertake such works which would appear to the company as enhancing or contributing to the achievement of all or some of the aforesaid objects.

It is hereby declared that each paragraph of clause 3 above will be interpreted independently and none of the above-mentioned objects mentioned in any of the abovementioned paragraphs will be considered supplementary for the purposes stated in anyone of the above stated paragraphs.

None of the aforementioned clauses would give the company the right to conduct any insurance business either alone or in cooperation with any other person.”

et ainsi adapter les statuts tels que rédigés dans le document annexé au présent acte, formé dans laquelle ils seront insérés au Registrar of Companies and Official Receiver de Chypre.

Il est entendu que les formalités prévues pour que l’adoption de ces nouveaux statuts soit faite en conformité avec la loi chypriote devront être accomplies.

#### *Troisième résolution*

L’assemblée générale décide de procéder à la refonte complète des statuts de la société afin de les conformer aux lois de Chypre (selon le modèle annexé au présent acte).

#### *Quatrième résolution*

L’assemblée générale décide d’accepter la démission du gérant unique actuel. L’assemblée générale donne décharge au gérant unique pour l’exercice de son mandat en tant gérant de la société.

#### *Cinquième résolution*

L’assemblée générale décide de nommer les personnes suivantes en tant qu’administrateurs de la société pour une durée indéterminée, en conformité avec la loi chypriote:

Geoffrey Henry, demeurant à L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire, (Grand-Duché de Luxembourg), Fiduciana Directors Limited, ayant son siège social au 12, Mikinon Street, 1065 Nicosia (Chypre).

Les administrateurs ainsi nommés auront les pouvoirs les plus étendus pour mener à bien le transfert de la société à Chypre et à accomplir toutes les étapes, procédures et formalités nécessaires ou requises pour finaliser le transfert conformément à la loi Chypriote.

#### *Sixième résolution*

L’assemblée générale décide de nommer la personne suivante en tant qu’auditeur de la société pour une durée indéterminée, en conformité avec la loi chypriote:

AuditPoint Limited, ayant son siège social au Nikis Avenue & 1 Kastoros Street, 1<sup>st</sup> Floor, 1087 Nicosia, Chypre.

#### *Septième résolution*

L’assemblée générale décide de conférer pouvoir à Fiduciana Trust (Cyprus) Limited à Chypre, afin de traiter toutes les formalités administratives relatives à l’enregistrement de la Société sur continu de la société à Chypre.

#### *Huitième résolution*

L’assemblée générale décide de nommer Geoffrey Henry au Luxembourg, -mandataire spécial de la Société en vue de procéder à toutes les formalités requises au Luxembourg.

LES RESOLUTIONS QUI PRECEDENT SONT PRISES SOUS LA CONDITION SUSPENSIVE DE L'INSCRIPTION DE LA SOCIETE AU REGISTAR OF COMMERCE OF COMPANIES AND OFFICIAL RECEIVER DE CHYPRE, JUSQU' A MARS 2016.

*Declaration Pro Fisco:*

L'assemblée générale décide que le transfert du siège et le changement de nationalité en découlant n'auront pas d'effet sur la personnalité juridique de la société qui devra continuer à Chypre sans qu'il s'opère de dissolution ou liquidation de la société.

*Frais:*

Le montant des frais, dépenses ou charges, sous quelque forme que ce soit incombant à la société ou étant mis à sa charge du fait de la présente assemblée générale extraordinaire, est approximativement évalué, sans nul préjudice, à la somme de EUR 1.800,-.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant sur l'entête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais fait état ici que sur demande des personnes présentes ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi par une traduction française. Sur requête des mêmes personnes et dans le cas où il existerait des contradictions entre le texte français et le texte anglais, il est décidé que le texte anglais prévaudra.

Signé: E. QUEREL, B. TASSIGNY, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 22 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/41165. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur (signé):* P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 janvier 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016006048/647.

(160004813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2016.

**Nolpro Holdings, Société Anonyme.**

Siège social: L-1635 Luxembourg, 67, allée Léopold Goebel.

R.C.S. Luxembourg B 202.921.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen,  
On the twenty-third day of December,  
Before Maître CARLO GOEDERT, notary residing in Dudelange

There appeared:

1) Mr. Meir SADE, investor, Israeli citizenship, born on 3<sup>rd</sup> November 1958 in Israel, residing at 13 Mishmar Hagvul St., Tel-Aviv 6969783, Israel

2) Mr. Rani HAGAG, manager, Israeli citizenship, born on 14<sup>th</sup> March 1970 in Israel, residing at 39 Sheshet Hayamim St. Ramat Hasharon, 4724739 Israel,

both here represented by Maître Jean-Jacques BATAILLON, lawyer, born on 29<sup>th</sup> May 1948 in Versailles (France), residing at L-1840 Luxembourg, 12, Boulevard Joseph II; by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

Such appearing parties, represented as set out above, have decided to form amongst themselves a public limited liability company (société anonyme) in accordance with the following Articles of Incorporation.

**Name, Duration, Registered office, Purpose**

**Art. 1.** Between those present this day and all persons who will become owners of the shares mentioned hereafter, a Luxembourg société anonyme is hereby formed under the name "NOLPRO Holdings" (the "Company").

**Art. 2.** The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required to amend these Articles of Incorporation.

**Art. 3.** The Registered Office of the Company is in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of directors.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the Registered Office of the Company, the Registered Office of the Company may be transferred by decision of the Board of Directors to any other locality of the Grand Duchy of Luxembourg and even abroad, and until such time as the situation becomes normalised.

**Art. 4.** The purpose of the Company is Carrying all business in the sectors of the IP, Technologies, Biochemistry Technologies and R&D activities.

Holding shares and investing in these sectors of activity.

The acquisition of ownership interests in any companies or enterprises, in Luxembourg and abroad, in any form whatsoever, by means of purchase, exchange or any other manner, as well as the management, the control and the exploitation of such ownership interests. The Company may also dispose of such ownership interests by means of sale, exchange or any other way.

The Company may borrow in any form, in particular by the issue of bonds, convertible or not, the subscription of bank loans or shareholders loans. The Company may grant loans, financial assistance, advances and guarantees to the companies in which it holds directly or indirectly an interest.

It may also acquire securities of any kind, cash deposits, treasury notes, and may perform any other form of investment among which shares, bonds, options or warrants. The Company may acquire them by purchase, subscription or any other manner, sell them and/or exchange them.

The purpose of the Company is also the holding, the purchase, the exploitation, the management and the sale of intellectual properties of any kind, registered in Luxembourg or abroad, addition certificates and improvement patents, methods, processes, inventions, trademarks, licenses, know-outs as well as the full or partial franchise of any license of such intellectual properties.

The Company may carry out any activity such as industrial, commercial, financial, regarding movable or real estate properties, related directly or indirectly, fully or partially to its corporate purpose. The Company may fulfill its corporate purpose directly or indirectly in its own name or on behalf of third parties, on its own or by partnership, carrying out all the transactions compatible with the enhancement of such a purpose, or of the purpose of the companies in which it holds an interest.

In general, the Company may take all measures of control and/or supervision and can carry out all the transactions that it considers useful for the fulfillment of its corporate purpose; it may also hold the office, remunerated or not, of member of the management board of other companies, in Luxembourg and abroad.

### **Corporate capital, Shares**

**Art. 5.** The subscribed capital is set at one hundred eighty thousand Euro (EUR 180.000-), represented by one hundred eleven thousand nine hundred eighty nine (111.989) shares without nominal value, carrying one voting right in the general assembly.

The shares may be registered or bearer shares, at the option of the holder, except those shares for which the law prescribes the registered form.

The Company may repurchase its own shares under the conditions provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law").

The Company will recognize only one (1) holder per share; in case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will have to name a unique proxy to represent the share in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

The shares shall have equal rights in all respects and shall grant their holders the right to participate and vote in the general meetings, whereby every share shall have one vote, and the shares shall also grant to their holders the right to participate in dividends distributions, the right to participate in the distribution of the Company's surplus assets in case of dissolution, all relatively to the number of shares held, as specified in these Articles and pursuant to applicable law.

It is expressly provided that the ownership of each share representative of the subscribed share capital may be exercised either in full ownership or in usufruct by a shareholder nominated as the "usufructuary" and in bare ownership by another shareholder nominated as the "bare owner".

The rights attached to the capacity of usufructuary and conferred by each share are determined as follows:

- overall rights in the Company,
- voting rights at ordinary and extraordinary general meetings,
- rights to dividends,
- preferential subscription rights in the case of an increase in capital.

The rights attached to the capacity of bare owner and conferred by each share are those determined by common law and, in particular, the right to the assets of a decrease of the share capital or of the liquidation of the Company.

The ownership of the usufruct or the bare ownership shall be realised and established as follows:

- If the shares are registered, by registration in the register of shareholders:

- \* in respect of the name of the usufructuary, the indication usufruct,
- \* in respect of the name of the bare owner, the indication bare owner;

- If the shares are bearer:

- \* by the mantle of the shares to be assigned to be bare owner
- \* by the coupons of the shares to be assigned to the usufructuary.

**Art. 6.** As long as a shareholder holds at least 5% of the issued and outstanding share capital of the Company, such shareholder shall have a right to receive current reports and updates about the status of the Company as determined by the Board of directors from time to time.

### **Transfer of the shares**

#### **Art. 7.**

##### **7.1. Agreement of the transfer of shares**

All the transfer of shares shall be agreed by the Board of the Directors before to be implemented. The Seller shall inform the Board of Directors of the contemplated transfer, 45 days before the realization of the transfer, by a written notice relating the main characteristics of the potential purchaser, the number of shares and the price. Upon receipt of the notice, the Board of directors shall have 8 days to inform the other shareholders and 30 days to agree or not the potential purchaser.

The Board of Directors of the Company may not approve transfer of shares of the Company in the event that it is a:

- (i) Transfer to any competitor of the Company's business or of its subsidiaries' business.
- (ii) Transfer to any entity which it, or its officers, have been convicted of an infamous offense, or that an indictment of the same offence is outstanding against them or an investigation of the same charges is being managed against them.
- (iii) Transfer for which there is a reasonable concern that could damage the Company.

If the Board of Director refuses to agree the purchaser for other reasons that stated above, the Board of Director should be found another purchaser, which could be a third party, one or more of the other shareholders or the Company.

##### **7.2 Preferential Rights**

In case of a capital increase by issuance of new shares, the existing holders of shares have a preferential right to subscribe the new issued shares, to which they may renounce, in proportion to the number of shares they hold.

##### **7.3. Preemptive Rights**

In a case of a shareholder sells his shares to a third party, the other shareholder have a preemptive right to buy these shares instead the potential purchaser and in the same conditions. The shareholder wishes purchase the shares shall inform the seller 7 days upon receipt of the information. If more than one shareholder wish to exercise their preemptive right, the repartition of the shares is proportional to the shares already hold.

##### **7.4. Tag Along Right**

In case of a shareholder (the "Seller") wishes to sell or transfer all or some of his shares to a third party, all other shareholders shall be entitled alternatively with the preemptive right to join to the Sale of Shares on the price determined.

The notification of the Sale project is under the conditions of the article 7.1.

Every Shareholder shall be entitled to notify as of its request to participate in the Sale of Shares and shall specify the number of shares it requests to sell in such Sale of Shares, which number shall not exceed the proportion of its holdings in the Company comparing to the Seller and the other Shareholders, in a written notice to the seller not later than 7 days as of receipt of the Sale Notice. In the event that a Shareholder has not notified in the time as aforementioned, it shall be deemed a waiver to participate in the Sale of Shares.

In the event of joining sale, the seller shall decrease accordingly the number of its shares sold in the Sale of shares so that the total number of shares to be sold by the Seller and the other Shareholders together in the Sale of Shares, shall be equal to the number of shares indicated in the initial Sale Notice, proportionally to the other shareholders' holdings.

The Tag Along Right may not interfere with the preemptive right of the other shareholders. In case of some of the shareholders wish to preempt the sale, the joining shareholder shall sale to these other shareholders.

##### **7.5. Bring Along Right**

Without derogating from the terms of these Articles as aforementioned, in the event that shareholders in the Company holding together 75% or more of the issued and outstanding share capital of the Company shall receive an offer from a third party to purchase the shares held by them and the Selling Shareholders agree to such offer and the third party conditions the purchase of the shares in the purchase of all of the Company's shares, then the remaining shareholders will be obliged to sell their share in the Company on the same price and on the terms offered to the Selling Shareholders.

##### **7.6. Others Limitations on Transfer**

The shareholders shall not transfer more than 20% of the Company's shares (i.e. such limit being calculated by adding the numbers of shares transferred from the setting up of the Company in one or more different sales), if:

- (i) the ultimate beneficiary of the contemplated purchaser holds the shares through more than one intermediary holding company,
- (ii) the contemplated purchaser (or any of its affiliates) is a competitor of Evertree Technologies and
- (iii) the contemplated purchaser has been indicted for bribery, corruption or money laundry.

Avril Protein Solutions ("Avril") shall receive prior notice before to any such transfer being agreed by the Board of Directors and implemented by the shareholders of the Company, and such prior notice shall include any reasonable details allowing Avril to check whether the conditions listed above are duly met. Avril shall then receive a further notice once the contemplated transfer shall have duly taken place.

Any party contemplating a transfer of shares of the Company shall procure that each of the contemplated transferees and its respective ultimate beneficiaries shall comply with standard ethic requirements and with the provisions of Annex 2, and shall deliver to Evertree Technologies, prior to the contemplated share transfer, an executed statement pursuant to which it declares and warrants to Evertree Technologies and its shareholders that it complies with the provisions of Annex 2.

### Management

**Art. 8.** The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not to be shareholders of the Company.

The directors shall hold office until their successors are elected by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Their successors are elected on the recommendation of the Board of Directors by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders, on the recommendation of the Board of Directors.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the provisions of the Law.

**Art. 9.** Before each meeting, the board of directors shall choose from among its members one (1) chairman. It may also choose a secretary, who needs not to be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of director shall meet upon call by two directors at least.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four (24) hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by fax, or by any other similar mean of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by fax or any other mean of communication another director as his proxy.

A director may represent more than one of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of videoconference, conference call or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, whose deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the directors present or represented at such meeting. In case of tie, the chairman of the board of directors shall have a casting vote.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by fax or any other similar mean of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

**Art. 10.** The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman, or by two (2) directors.

**Art. 11.** The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by Law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders or the General Manager fall within the competence of the board of directors.

The daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management shall be delegated by the Board to a General Manager in accordance with article 60 of the Law. The General Manager's nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors.

The Company may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

**Art. 12.** The Company will be bound in all circumstances vis-à-vis third parties by the joint signature of two directors, the General Manager's signature or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors or the General Manager.

### **Supervision of the Company**

**Art. 13.** The operations of the Company shall be supervised by one (1) or several statutory auditors, which may be shareholders or not. The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditors, and shall determine their number, remuneration and term of office which may not exceed six (6) years.

### **Shareholders' Meetings**

**Art. 14.** Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. In case the Company has only one shareholder, such shareholder exercises all the powers granted to the general meeting of shareholders.

The general meeting is convened by the board of directors.

The board of directors must convene the general meeting on request of shareholders representing at least 25% of the Company's share capital.

**Art. 15.** The annual General Meeting is held before the 30<sup>th</sup> June at the Company's Registered Office, or at any other place to be specified in the convening notices.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time required by Law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one (1) vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by fax or by any similar mean of communication.

Except as otherwise required by Law or by the Articles, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Decision taken in a general meeting of shareholders must be recorded in minutes signed by the members of the board (bureau) and by the shareholders requesting to sign. In case of a sole shareholder, these decisions are recorded in minutes.

All shareholders may participate to a general meeting of shareholders by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, whose deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

**Art. 16.** The General Meeting has the widest powers to take or ratify any action concerning the Company. It decides how the net profit is allocated and distributed.

### **Extraordinary Meeting**

**Art. 17.** Decisions regarding capital increase and its impact on dilution in the Company's holdings of Evertree Technologies will require a 75% majority of the shareholders

Except as otherwise required by Law or by the Articles, the other resolutions at an extraordinary meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented.

### **Business year, Allocation of profits**

**Art. 18.** The Company's business year begins on January 1<sup>st</sup> and closes on December 31<sup>st</sup>.

**Art. 19.** After deduction of any and all of the expenses of the Company and the amortization, the credit balance represents the net profit of the Company. On the net profit, five per cent (5%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The board of directors may decide to pay interim dividends, in compliance with the legal requirements.

The balance is at the disposal of the general meeting.



### **Dissolution, Liquidation**

**Art. 20.** The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all its assets and liabilities, known or unknown of the Company.

### **Applicable law**

**Art. 21.** For any points not covered by the present articles, the parties refer to the provisions of the Law.

#### *Transitory dispositions*

The first fiscal year will begin on the date of incorporation of the Company and will end on thirty-first December 2016.

#### *Subscription and payment*

The previously mentioned appearing parties have subscribed to the shares created as follows:

1) Mr. Meir SADE, described above:

One hundred and one thousand four hundred fifty two (101.452) shares as full ownership

2) Mr. Rani HAGAG, described above:

Ten thousand five hundred thirty seven (10.537) shares as full ownership

Total: One hundred eleven thousand nine hundred eighty nine (111.989) shares

The shares have been fully paid up in cash, and as a result an amount of one hundred eighty thousand Euro (EUR 180.000) is at the disposal of the Company, as verified by the acting notary who expressly confirms this.

#### *Estimate of costs*

The parties have estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, at two thousand Euro (EUR 2000.-).

#### *Extraordinary general meeting*

Here and now, the aforementioned persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have proceeded to hold an extraordinary general meeting and they have passed the following resolutions by unanimous vote:

1) The number of directors is set at three (3) and that of auditors at one (1);

2) The following are appointed directors:

- Mr. Meir SADE, investor, Israeli citizenship, born on 3<sup>rd</sup> November 1958 in Israel, residing at 13 Mishmar Hagvul St., Tel-Aviv 6969783, Israel;

- Mr. Rani HAGAG, manager, born on 14<sup>th</sup> March 1970 in Israel, residing at 39 Sheshet Hayamim St. Ramat Hasharon, 4724739 Israel;

- Ms Aureore DULIEU, self-employed, Belgian citizen, born on 17<sup>th</sup> May 1976 in Mons (Belgium), residing at 15, rue Wangert L-6931 Mensdorf;

3) Is appointed auditor:

- GT FIDUCIAIRES S.A., having its principal office at L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 121 820.

4) The mandates of the directors and the auditor shall expire immediately after the annual general meeting of 2021.

5) The registered office is fixed at L-1635 Luxembourg, 67, allée Léopold Goebel,

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the authorised representative of the appearing party that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the French version prevails.

WHEREOF, The present notarial deed is drawn up in Dudelange, on the day stated above.

The document having been read to the authorised representative of the appearing party, the latter signed with us, the notary, the present original deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quinze,

le vingt-trois décembre

Par-devant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) Monsieur Meir SADE, investisseur, de nationalité israélienne, né le 3 Novembre 1958 en Israël, demeurant 13 Mishmar Hagvul St., Tel-Aviv 6969783, Israël;

2) Monsieur Rani HAGAG, dirigeant, de nationalité israélienne, né le 14 Mars 1970 en Israel, demeurant 39 Sheshet Hayamim St. Ramat Hasharon, 4724739 Israël

tous les deux ici représentés par Maître Jean-Jacques BATAILLON, avocat, de nationalité française né le 29 Mai 1948 à Versailles (France), demeurant L-1840 Luxembourg, 12, Boulevard Joseph II; en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après avoir été signée et validée par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, ladite procuration restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Lesquels comparants, représentés tel que indiqué ci-dessus, ont décidé de constituer entre eux une société anonyme conformément aux statuts suivants:

### **Dénomination, Durée, Siège social, Objet**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise, dénommée «NOLPRO Holdings» (la «Société»).

**Art. 2.** La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute à tout moment par une décision des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour un changement des statuts.

**Art. 3.** Le siège social de la Société est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par décision du conseil d'administration.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feraient obstacle à l'activité normale de la Société à son siège ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

**Art. 4.** La Société a pour objet

De mener toute activité dans les secteurs de la biochimie, des nouvelles technologies et de la recherche et du développement.

De détenir des participations et investir dans l'ensemble de ces secteurs d'activités.

Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, par achat, échange ou de toute autre manière, dans d'autres entreprises et sociétés luxembourgeoises ou étrangères ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. La Société peut également procéder au transfert de ces participations par voie de vente, échange ou autrement.

La Société peut emprunter sous toute forme notamment par voie d'émission d'obligations, convertibles ou non, de prêt bancaire ou de compte courant actionnaire, et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la Société détient ou non un intérêt direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle peut acquérir toutes valeurs mobilières, dépôts d'espèces, certificats de trésorerie, et peut réaliser toute autre forme de placement dont notamment des actions, obligations, options ou warrants, les acquérir par achat, souscription ou de toutes autres manières, les vendre ou les échanger.

La Société peut acquérir et vendre des biens immobiliers, ou des droits immobiliers, soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger ainsi que faire toutes les opérations liées à des biens immobiliers, ou des droits immobiliers, comprenant la prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés au Luxembourg ou à l'étranger dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers, ou de droits immobiliers.

La Société a également pour objet la détention, l'achat, la mise en valeur, l'exploitation et la vente de toutes propriétés intellectuelles luxembourgeoises et étrangères, certificats d'addition et brevets de perfectionnement, méthodes, procédés, inventions, marques de fabrique, franchises, moyens de fabrication et la concession de toutes licences totales ou partielles des dites propriétés intellectuelles.

En outre, elle peut faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou partie, à son objet social.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la Société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toutes opérations qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet; elle pourra également détenir des mandats d'administration d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, rémunérés ou non.

## Capital social, Actions

**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à cent quatre-vingt mille euros (EUR 180.000) représenté par cent onze mille neuf cent quatre-vingt-neuf (111.989) actions sans valeur nominale, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

La Société ne reconnaît qu'un (1) propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action au regard de la Société.

La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. En outre, elle donne droit au vote des Décisions Collectives et à la représentation dans les Assemblées Générales dans les conditions légales et statutaires. Les Actionnaires sont responsables à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent. Audelà, tout appel de fonds est interdit.

**Art. 6.** Les actionnaires détenant au moins 5% du capital de la société ont un droit d'information étendu, se matérialisant par l'envoi régulier de rapports d'activité de la société par le Conseil d'administration.

## Cession des actions

### Art. 7.

#### 7.1. Agrément

Toute cession d'actions envisagée doit préalablement faire l'objet d'un agrément du conseil d'administration. Tout projet de cession doit être notifié par écrit au Conseil d'administration 45 jours avant la réalisation de la cession. Dès réception, le conseil d'administration dispose d'un délai de 8 jours pour en informer les autres actionnaires et d'un délai de 30 jours pour se prononcer sur l'agrément.

Si le Conseil d'administration refuse d'agréer le tiers cessionnaire alors un ou plusieurs actionnaires de la société ou à défaut la Société elle-même doivent racheter lesdites actions, sauf si le refus d'agrément résulte des raisons ci-après décrites.

Le Conseil d'administration devra refuser son agrément si:

- le cessionnaire est un concurrent de la société ou de ses filiales;
- le cessionnaire ou ses dirigeants sont poursuivis ou ont été condamnés pour des faits criminels;
- la cession sera potentiellement préjudiciable à la société.

#### 7.2. Droit préférentiel de souscription

Dans le cas d'une augmentation de capital par émission de nouvelles actions les actionnaires bénéficient d'un droit préférentiel de souscription des nouvelles actions émises proportionnellement aux nombres d'actions qu'ils détiennent. Les actionnaires sont libre de renoncer à ce droit.

#### 7.3. Droit de préemption

Si un actionnaire souhaite céder tout ou partie de ses actions à un tiers, les autres actionnaires bénéficieront d'un droit de préemption sur la cession desdites actions, aux mêmes conditions que celles prévues avec le tiers. Si un actionnaire souhaite exercer son droit de préemption, il devra le notifier à l'actionnaire cédant dans un délai de 7 jours à compter de la réception de l'information. Dans l'hypothèse où plusieurs actionnaires souhaiteraient exercer ce droit, les actions cédées seront réparties entre les cessionnaires proportionnellement aux nombres d'actions qu'ils détiennent.

#### 7.4. Droit de sortie conjointe

Si un actionnaire souhaite céder tout ou partie de ses actions à un tiers, chacun des autres actionnaires disposera de la faculté alternative à son droit de préemption de participer à l'opération de Cession notifiée, en cédant des Titres de même nature conjointement avec le Cédant, étant précisé que:

(i) le nombre de Titres, objet du projet de Cession, notifié ne devra pas être augmenté, le nombre de Titres que le Cédant entendait céder se trouvant simplement diminué du nombre de Titres de même nature devant être cédés par l'Associé exerçant son Droit de Sortie Conjointe conformément au paragraphe suivant,

(ii) l'Associé exerçant son Droit de Sortie Conjointe cédera un nombre de Titres déterminé au prorata de sa participation dans le capital de la Société par rapport au cumul de cette participation et de celle de l'Associé Dirigeant concerné dans le capital de la Société, et

(iii) l'exercice de ce Droit de Sortie Conjointe ne pourra faire obstacle au droit de préemption des autres Associés ayant décidé de l'exercer, leur droit de préemption portant dès lors tant sur les Titres du Cédant que sur ceux de l'Associé ayant décidé d'exercer son Droit de Sortie Conjointe.

L'exercice de ce Droit de Sortie Conjointe interviendra à l'intérieur d'un délai de 7 jours, aux mêmes conditions de notification et de délais que stipulées à l'article 7.1..

L'exercice par l'Associé de son Droit de Sortie Conjointe devra aboutir à une vente conjointe et simultanée par le Cédant et l'Associé ayant exercé son Droit de Sortie Conjointe du nombre de Titres objet du projet.

#### 7.5. Clause de Sortie Forcée

Dans l'hypothèse où un ou plusieurs actionnaires projetteraient de céder à un tiers l'ensemble de leurs titres représentant 75% ou plus du capital de la société, le Cessionnaire s'engagera irrévocablement à acquérir concomitamment et aux mêmes conditions, notamment de prix les actions détenus par les actionnaires minoritaires. Les actionnaires minoritaires qui recevront une telle proposition auront l'obligation de céder leurs titres.

#### 7.6. Divers

Les actionnaires ne peuvent pas céder plus de 20% des actions (en une ou plusieurs cessions) de la société à un Tiers, si:

- le bénéficiaire final de la cession détient les actions par l'intermédiaire de plus d'une seule holding ou société;
- Le cessionnaire ou l'une de ses filiales est un concurrent de la société Evertree Technologies
- Il a été précédemment condamné pour corruption ou blanchiment d'argent.

Dans l'hypothèse où suite à la cession envisagée, un tiers venait à détenir 20% ou plus du capital de la société, la société Avril Holding devra être informé par écrit avant tout agrément du conseil d'administration ou mise en oeuvre de la cession envisagée, de ses conditions ainsi que de tous les éléments nécessaires sur le cessionnaire envisagé afin de vérifier que celui-ci respecte les conditions ci-dessus listées. La société Avril Holdings devra postérieurement être informée de la réalisation de la cession. Tout cessionnaire éventuel devra certifier avant réalisation définitive de la cession qu'il satisfait aux stipulations de l'annexe 2. Il devra également en certifier auprès de la société Evertree Technologies.

### Administration, Surveillance

**Art. 8.** La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Leurs successeurs seront élus sur proposition du conseil d'administration à la majorité simple des associés.

Tout administrateur pourra, sur recommandation du conseil d'administration, être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

**Art. 9.** Avant chaque réunion, le conseil d'administration devra choisir en son sein un (1) président. Il pourra également choisir un (1) secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur demande de deux administrateurs au moins.

Convocation écrite de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit, télécopie ou tout moyen similaire de communication. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par télécopie ou par tout moyen similaire de communication un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante. Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen similaire de communication, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

**Art. 10.** Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou par deux (2) administrateurs.

**Art. 11.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires ou au Directeur Général sont de la compétence du conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société, en ce qui concerne cette gestion, seront, conformément à l'article 60 de la Loi, délégués à un Directeur Général. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

**Art. 12.** Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature conjointe de deux administrateurs, la signature du Directeur Général ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration ou le Directeur Général.

### **Surveillance de la Société**

**Art. 13.** Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

### **Assemblée générale des actionnaires**

**Art. 14.** L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentent tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Le conseil d'administration doit convoquer l'assemblée générale sur demande d'actionnaires représentant au moins un quart du capital social.

**Art. 15.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra avant le 30 juin de chaque année au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiées dans les avis de convocation.

Les quorums et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une (1) voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par télécopie ou par tout moyen similaire de communication, une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent en connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalable.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire les caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

**Art. 16.** L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

### **Décisions collectives extraordinaires**

**Art. 17.** Les décisions relatives à une augmentation de capital ou ayant pour conséquence de diluer la participation de la société dans ses filiales devront recueillir une majorité qualifiée des trois-quarts.

Les autres décisions extraordinaires seront prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées.

### **Année sociale, Répartition des bénéfices**

**Art. 18.** L'année sociale commence le premier janvier de chaque et finit le trente-et-un décembre de la même année.

**Art. 19.** L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la Société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le conseil d'administration peut décider d'attribuer des dividendes intérimaires en conformité avec les dispositions légales, Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

### **Dissolution, Liquidation**

**Art. 20.** La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale prise comme en matière de modification des statuts. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Un actionnaire unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

### **Loi applicable**

**Art. 21.** Pour tous points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la Loi.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le trente-et-un décembre 2016.

#### *Souscription et libération*

Les comparants prénommés ont souscrit aux actions créées comme suit:

1) M. Meir SADE, prénommé:

Cent un mille quatre cent cinquante-deux (101.452) actions en pleine propriété

2) M. Rani HAGAG, prénommé:

Dix mille cinq cent trente-sept (10.537) actions en pleine propriété

Total: cent onze mille neuf cent quatre-vingt-neuf actions (111.989)

Les actions ont été entièrement libérées en espèces de sorte que le montant de cent quatre-vingt mille euros (180 000 Euros) est à la libre disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

#### *Frais*

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ deux mille euros (EUR 2.000.-).

#### *Assemblée générale extraordinaire.*

Et à l'instant le comparants, prénommé, représentant l'intégralité du capital social, c'est constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se reconnaît dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, il a pris, à l'unanimité les résolutions suivantes:

1) Le nombre d'administrateurs est fixé à quatre (3) et celui de commissaire aux comptes à un (1)

2) Les personnes ci-après sont nommées comme administrateurs:

- M. Meir SADE, investisseur, de nationalité israélienne, né le 3 Novembre 1958 en Israël, demeurant 13 Mishmar Hagvul St., Tel-Aviv 6969783, Israël;

- M. Rani HAGAG, dirigeant, de nationalité israélienne, né le 14 Mars 1970 en Israel, demeurant 39 Sheshet Hayamim St. Ramat Hasharon, 4724739 Israël

- Madame Aurore DULIEU, administratrice indépendante, née à Mons (Belgique), le 17 mai 1976, demeurant à L-6931 Mensdorf, 15, rue Wangert

3) Est appelé aux fonctions de commissaire:

- GT FIDUCIAIRES S.A., ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 121 820

4) Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'année 2021.

5) Le siège social est fixé à L-1635 Luxembourg, 67, allée Leopold Goebel.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte français fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Dudelange, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J.-J. BATAILLON, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 30 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31415. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur* (signé): A. SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 05 janvier 2016.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2016005908/576.

(160004744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2016.

**Privilege Southampton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 10.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Scheider.

R.C.S. Luxembourg B 202.917.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of December

Before Us Maître Pierre PROBST, notary residing in Ettelbruck, (Grand-Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

Privilege Southampton Holdings S. à r.l., a limited liability company organized and existing under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, whose registered office is at 12 rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg, hereby represented by Francine MAY private employee, with professional address at Ettelbruck, by virtue of a proxy established under private seal in Luxembourg on December 17<sup>th</sup>, 2015.

Said proxy, after having been initialled “ne varietur” by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

The appearing party, represented as above stated, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

**I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is “Privilege Southampton S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10<sup>th</sup>, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of incorporation (the Articles).

**Art. 2. Registered office.**

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

**Art. 3. Corporate object.**

3.1. The object of the Company is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises and to acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents and licences, and other property, rights and interest in property as the company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same.

3.2. The purpose of the Company includes in particular the acquisition, development, sale, management and/or lease of immovable properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to immovable properties, including the direct or indirect holding of equities in Luxembourg or foreign companies, having as principal object the acquisition, development, sale, management and/or lease of immovable properties. The Company may use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities or

participating interests of whatever origin directly or indirectly related to real estate investments, participate in the creation, the development and the control of any company or enterprise directly or indirectly related to real estate investments, acquire by way of contribution, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities or participating interests related to real estate investments, realize a return on such securities or participating interests by way of sale, transfer, exchange, development or otherwise, and may grant to the companies or enterprises in which it has securities or participating interests any support, loans, advances or guarantees.

3.3. The Company may also enter into the following transactions:

a) borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt instruments or debt securities, convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise except by way of a public offer;

b) enter into any kind of credit derivative agreements such as, but not limited to, swap agreements under which the Company may provide or receive credit protection to or from the swap counterparty;

c) in favor of its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, or any company directly or indirectly controlled by the shareholder of the Company (hereafter referred to as the Affiliated Company): (i) grant any assistance, advance, lend, deposit money or give credit or subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign Affiliated Company, with or without security; (ii) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any Affiliated Company, within the limits of any applicable legal provision;

d) enter into agreements, including, but not limited to partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other contracts for services, selling agreements, interest and/or currency exchange agreements and other financial derivative agreements in relation to its purpose;

it being understood that the Company will not enter into any transaction, which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.4. The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

#### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

## **II. Capital - Shares**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. The share capital is set at GBP 10,000 (ten thousands British Pounds), represented by 10,000 (ten thousands) shares in registered form, having a par value of GBP 1.- (one British Pound) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

#### **Art. 6. Shares.**

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. Shares are freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Shares may not be transferred to non-shareholders unless all shareholders unanimously agree thereto in a general meeting.

Furthermore it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the Law.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

6.5. Classes of shares may be created by a resolution of the shareholders, made in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

## **III. Management - Representation**

#### **Art. 7. Board of managers.**

7.1. The Company is managed by a board of managers composed of at least one class A manager who shall be resident in Luxembourg; and one class B manager. The board of managers shall at all times be composed of a majority of managers



residing in Luxembourg. In the event of a single manager, that manager must be resident in Luxembourg. No manager can be a resident in the United-Kingdom (UK).

7.2. The managers are appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office.

7.3. A manager may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be.

#### **Art. 8. Powers of the board of managers.**

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. The following decisions are subject to the prior approval of the general meeting of the shareholders or the sole shareholder, as the case may be:

- a) the entry into any agreement for the sale or other disposal (directly or indirectly) of any real estate asset;
- b) any direct or indirect financing or refinancing of the Company other than by way of shareholder loans;
- c) the granting of any direct or indirect encumbrance.

8.3. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the joint signature of any two managers of the board of managers, at least one of them being a class A manager.

#### **Art. 9. Procedure.**

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice. All meetings of the board of managers shall take place in Luxembourg. No meeting of the board of managers shall take place in the UK.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 8 (eight) days in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. The board of managers shall choose among its members a chairman (the Chairman). It may also choose a secretary, who does not need to be a Manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers. The Chairman shall preside at all meetings of the board of managers, in his/her/its absence, the board of managers shall, at the majority of their votes, appoint another manager as chairman pro tempore. The position of Chairman shall be held by a manager resident in Luxembourg. The Chairman shall not have a casting vote.

9.4. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by facsimile or e-mail or any other means of communication of each member of the board of managers of the Company.

9.5. Any manager of one class may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager of the same class as his proxy.

9.6. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented with among them at least one A manager and provided that if a majority of the managers present at the meeting are not in Luxembourg, the managers present, irrespective of their number, shall not constitute a quorum. If a quorum of managers is not present at all times during a meeting of the board of managers, such meeting shall be adjourned and reconvened at such time and place in Luxembourg as determined by the managers present (provided that notice of the time, date and place of the reconvened meeting is given to each person entitled to attend the meeting not less than forty-eight (48) hours before the meeting).

9.7. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.8. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other, such participation being not allowed if initiated from the UK. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.9. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held and bear the date of the last signature. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

**Art. 10. Representation.** The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two managers of the board of managers, at least one of them being a class A manager, or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.3. of these Articles.

**Art. 11. Liability of the managers.**

11.1. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

11.2. The Company may indemnify any manager or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company or, at his request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right or indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**IV. Shareholder(s)****Art. 12. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions.****12.1. Powers and voting rights**

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles and the Law. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

**12.2. Notices, quorum, majority and voting procedures**

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by an unanimous decision of all shareholders.

(vii) The Articles are amended with the unanimous consent of all shareholders.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

**Art. 13. Sole shareholder.**

13.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

13.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

13.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

**V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision****Art. 14. Financial year and approval of annual accounts.**

14.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

14.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

14.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

**Art. 15. Réviseurs d'entreprises agréés.**

15.1. The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises agréés, when so required by law.

15.2. The shareholders appoint the réviseurs d'entreprises agréés, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseurs d'entreprises agréés may be re-appointed.

#### **Art. 16. Allocation of profits.**

16.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

16.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

16.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by a resolution of the shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

#### **VI. Dissolution - Liquidation**

17.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the unanimous consent of all shareholders. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

17.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

#### **VII. General provisions**

18.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced 18.2. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

18.3. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

18.4. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

18.5. These Articles have been drawn up in English followed by a French version. In the event of discrepancy between the English and the French version, the English version shall prevail.

18.6. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law.

#### *Transitory provision*

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31<sup>st</sup>, 2015.

#### *Subscription and payment*

The Articles of the Company thus having been established, the 10,000 (ten thousands) shares have been subscribed by the shareholder Privilège Southampton Holdings S.à r.l., prenamed and represented as said before, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash so that the amount of GBP 10,000 (ten thousands British Pounds) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

#### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR one thousand (1.000.- euro).

### *Resolutions of the sole shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as Managers of the Company for an unlimited duration:

#### *Manager A:*

- Mrs. Bouchra AKHERTOUS, born on October 8<sup>th</sup>, 1974 in Mont-Saint-Martin (France), with professional address at 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg; and
- Mrs. Annick MAGERMANS, born on May 22<sup>nd</sup>, 1976 in Verviers (Belgium), with professional address at 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg; and,

#### *Manager B:*

- Mrs. Evgeniya Klimchuk, born on October 11<sup>th</sup>, 1965 in Mockba (Russia), with professional address at 52/3, Kosmodamianskaya nab., 9<sup>th</sup> Floor, Moscow, 115054, Russia.

2. The registered office of the Company is set at 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Ettelbruck, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the representative of the appearing party, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said person has signed with Us the notary the present deed.

### **Suit la version en langue française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le dix-huit décembre.

Pardevant Nous Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck, (Grand-Duché de Luxembourg).

#### A COMPARU:

Privilege Southampton Holdings S.à r.l., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 12 rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg, ici représentée par Madame Francine MAY, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Ettelbruck, en vertu d'une procuration donnée sous seing privée à Luxembourg le 17 décembre 2015.

Ladite procuration, après paraphe «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est constituée par les présentes:

### **I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est "Privilege Southampton S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), et par les présents statuts (les Statuts).

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

#### **Art. 3. Objet social.**

3.1. L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de

prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou société apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou sociétés apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; enfin de mener à bien toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités prédécrites se rattachant directement ou indirectement à son objet aux fins de faciliter l'accomplissement de celui-ci.

3.2. L'objet de la Société inclut, plus particulièrement l'acquisition, le développement, la vente, la gestion et /ou la location de propriétés immobilières au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que toutes opérations immobilières, en ce compris la détention, directe ou indirecte, de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ayant pour objet principal l'acquisition, le développement, la vente, la gestion et /ou la location de propriétés immobilières. La Société peut utiliser ses fonds pour l'implantation, la gestion, le développement et la disposition d'un portefeuille consistant en tous titres ou intérêts de participation de quelque origine qu'ils soient, directement ou indirectement lié aux investissements immobiliers, participer à la création, le développement et le contrôle de tout société ou entreprise directement ou indirectement lié aux investissements immobiliers, acquérir par voie de contribution, de prise ferme ou d'option d'achat et par tout autre moyen, tout type de titres ou intérêts de participation liés aux investissements immobiliers, réaliser un retour sur de tels titres ou des intérêts de participation par la vente, le transfert, l'échange, le développement ou autrement et peut accorder aux sociétés ou aux entreprises dans lesquelles il a des titres ou des intérêts de participation tous soutiens, prêts, avances ou garanties.

3.3. La Société peut en particulier:

a) conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre, certificats et autres instruments de dette ou titres de dette, convertibles ou non, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

b) conclure toute forme de contrats de dérivés de crédit tels que, mais sans que cela ne soit limitatif, des contrats de swap en vertu desquels la Société fournira une protection de crédit à la contre-partie ou bénéficiera d'une protection de cette dernière;

c) en faveur de ses filiales ou à des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte, ou toute autre société contrôlée directement ou indirectement par l'associé de la Société (ci-après les Sociétés Affiliées): (i) avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à, ou de souscrire à, ou acquérir tous instruments de dette, émis par une Société Affiliée luxembourgeoise ou étrangère, (ii) accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Affiliées dans les limites autorisées par toute disposition légale applicable;

d) conclure des contrats et notamment, sans que cette liste soit limitative, des contrats d'association, des contrats de garantie, des accords de distribution, des contrats de gestion, des contrats de conseils, des contrats d'administration et autres contrats de services, des contrats de vente, des contrats d'échange d'intérêt et/ou de cours, et autres contrats financiers dérivés en relation en relation avec son objet;

étant entendu que la Société ne conclura aucune transaction qui pourrait l'engager dans une activité qui constituerait une activité réglementée du secteur financier.

3.4. La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.

#### **Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre évènement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## **II. Capital - Parts sociales**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à 10.000,- GBP (dix mille Livres Sterling), représenté par 10.000 (dix mille) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de 1,- GBP (une Livre Sterling) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

#### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Les parts sociales ne peuvent être transmises à des tiers qu'avec l'accord unanime préalable de l'ensemble des associés donné lors d'une assemblée générale.

Pour le surplus, les dispositions des articles 189 et 190 de la Loi s'appliqueront.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

6.5. Des classes de parts sociales pourront être créées par décision des actionnaires prise conformément aux conditions prescrites pour la modification des présents Statuts.

### III. Gestion - Représentation

#### Art. 7. Conseil de gérance/gérant.

7.1. La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins un gérant de classe A qui doit être résident au Luxembourg, et un gérant de classe B. Le conseil de gérance ne devra, en tous temps, être composé d'une majorité de gérants résidant à Luxembourg. En cas de gérant unique, ce dernier doit être résident à Luxembourg. Aucun gérant ne peut résider au Royaume-Uni.

7.2. Les gérants sont nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixe la durée de leur mandat.

7.3. Tout gérant est révocable à tout moment, avec ou sans cause, par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

#### Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2. Les décisions suivantes doivent être préalablement approuvées par l'assemblée générale des associés ou l'associé unique, selon le cas:

- a) la conclusion de tout contrat relative à la vente ou à la disposition (directe ou indirecte) de tout actif immobilier;
- b) le financement ou refinancement direct ou indirect de la société autrement que par prêt d'associé;
- c) l'octroi de garantie ou sûreté directement ou indirectement.

8.3. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par la signature conjointe de deux gérants du conseil de gérance, l'un d'entre-eux au moins étant un gérant de classe A.

#### Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Toutes les réunions du conseil de gérance devront se tenir à Luxembourg. Aucune réunion du conseil de gérance ne pourra se tenir au Royaume-Uni.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 8 (huit) jours avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président (le Président). Il peut aussi désigner un secrétaire, qui ne doit pas être gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance. Le Président présidera toute réunion du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance désignera, à la majorité des votes, un autre gérant comme président intérimaire. Seul un gérant résidant à Luxembourg peut être nommé président. Le Président n'a pas de voix prépondérante.

9.4. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télécopie ou courrier électronique ou tout autre moyen de communication.

9.5. Tout gérant d'une catégorie pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant de la même catégorie comme son mandataire.

9.6. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée ayant entre eux au moins un gérant de classe A, étant entendu que si la majorité des gérants ne sont pas résidents à Luxembourg, les gérants présents, quel que soit leur nombre, ne pourront constituer un quorum. Si le quorum de gérant n'est pas réuni pendant toute la réunion du conseil de gérance, la réunion du conseil de gérance sera ajournée et reconvoquée pour prendre place au lieu à Luxembourg et date déterminés par les gérants présents (étant entendu que la notification des heures,

lieu et date de la réunion ainsi reconvoquée sera adressée à chaque personne autorisée à participer à la réunion au moins quarante-huit (48) heures à l'avance).

9.7. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.8. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.9. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue et portent la date de la dernière signature.

9.10. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

**Art. 10. Représentation.** La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants du conseil de gérance, l'un d'entre-eux au moins étant un gérant de classe A ou par les signatures conjointes ou unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.3. des Statuts.

#### **Art. 11. Responsabilités des gérants.**

11.1. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

11.2. La Société peut indemniser tout administrateur ou fondé de pouvoir et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires pour des dépenses raisonnablement encourues par lui en rapport avec toute action, procès ou procédure à laquelle il sera impliqué en raison du fait qu'il a été ou qu'il est administrateur ou fondé du pouvoir de la Société ou, à la requête, de toute autre société de laquelle la Société est actionnaire ou créancière et de laquelle il n'est pas en droit d'être indemnisé, excepté en relation avec des affaires dans lesquelles il sera finalement jugé responsable pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement, l'indemnisation sera seulement réglée en relation avec les affaires couvertes par l'arrangement et pour lesquelles la Société obtient l'avis d'un conseiller que la personne qui doit être indemnisée n'a pas failli à ses devoirs de la manière visée ci-dessus. Le précédent droit d'indemnisation n'exclut pas d'autres droits.

### **IV. Associé(s)**

#### **Art. 12. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.**

##### 12.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts et à la Loi. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

##### 12.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

12.2.1. Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

12.2.2. Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

12.2.3. Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

12.2.4. Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

12.2.5. Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

12.2.6. Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par décision unanime de tous les associés.

12.2.7. Les Statuts sont modifiés avec le consentement unanime de tous les associés.

12.2.8. Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

#### **Art. 13. Associé unique.**

13.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

13.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

13.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit

#### **V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle**

##### **Art. 14. Exercice social et approbation des comptes annuels.**

14.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

14.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

14.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

##### **Art. 15. Réviseurs d'entreprises agréés.**

15.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

15.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être renommés.

##### **Art. 16. Affectation des bénéfices.**

16.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

16.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

16.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par une décision des associés dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excédent à la Société.

#### **VI. Dissolution - Liquidation**

17.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par l'unanimité des associés. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

17.2 Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux dans la Société.

#### **VII. Dispositions générales**

18.1. Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, e-mail ou tout autre moyen de communication.

18.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

18.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

18.4. Les Statuts sont rédigés en anglais suivi d'une traduction française. En cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

18.5. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi.



### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2015.

### *Souscription et libération*

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les 10.000 (dix mille) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique Privilege Southampton Holdings S.à r.l., prédésignée et représentée comme dit ci-avant, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme 10.000,- GBP (dix mille Livres Sterlings) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

### *Frais*

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille EUR (1.000 euros).

### *1.1 Déclaration des comparants*

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

### *Résolutions de l'associé unique*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en tant que Gérants de la Société, pour une durée illimitée:

#### *Gérant de classe A:*

- Madame Bouchra AKHERTOUS, née le 8 octobre 1974 à Mont-Saint-Martin (France), avec adresse professionnelle au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg; et

- Madame Annick MAGERMANS, née le 22 mai 1976 à Verviers (Belgique), avec adresse professionnelle au 12 rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg; et

#### *Gérant de classe B:*

- Madame Evgeniya Klimchuk, née le 11 octobre 1965 à Mockba (Russie), avec adresse professionnelle au 52/3, Kosmodamianskaya nab., 9<sup>th</sup> Floor, Moscow, 115054, Russia.

2. Le siège social de la Société est établi au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Ettelbruck, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la représentante de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite personne a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Francine MAY, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, Le 23 décembre 2015. Relation: DAC/2015/22353. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

*Le Receveur (signé):* Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 8 janvier 2016.

Référence de publication: 2016005945/581.

(160004568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2016.

---

**Duchess I CDO S.A., Société Anonyme de Titrisation.**  
Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 78.958.

—  
DISSOLUTION

In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first day of December.

Before Us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Léonie GRETHEN, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), to whom remains the present deed.

There appeared the following:

STICHTING Duchess CDO 2000-1, a foundation (Stichting) established under the laws of The Netherlands, registered with the Amsterdam Chamber of Commerce under number 34143227 and having its registered office at Herikerbergweg 238, 1101 CM Amsterdam, The Netherlands,

hereby represented by Mrs Rachida El Farhane, employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 29 December 2015, which, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, will be annexed to these minutes.

Such appearing party, represented as mentioned above, has requested the undersigned notary to state:

- that the company Duchess I CDO S.A., a public limited liability company (*société anonyme*) organized and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J-F Kennedy, L-1855, Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 78.958, has been incorporated pursuant to a deed of Maître Paul Frieders, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 3 November 2000, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, number 433 of 12 June 2001 (the "Company").

The ARTICLES OF Association have been last modified pursuant a deed of Maître Joseph ELVINGER on 27 August 2009, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, number 1845 of 24 September 2009.

- that the capital of the Company is fixed at one hundred and twenty four thousand euro (EUR 124,000.-) divided into one thousand two hundred and forty (1,240) registered shares with a nominal value of ten euro (EUR 100.-) each, all of which are fully paid up.

- that the appearing party is representing the sole shareholder of the Company and declares that she has full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the Company.

- that the appearing party, representing the sole shareholder of the Company, has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company and to put it into liquidation.

- that the sole shareholder, in its capacity as liquidator of the Company, and according to the balance sheet of the Company as at 30 December 2015 declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, are settled or retained;

The appearing party furthermore declares that:

- the Company's activities have ceased;

- the sole shareholder is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the terminated Company, the balance sheet of the Company as at 30 December 2015 being only one information for all purposes;

- that it empowers TMF Luxembourg S.A. (R.C.S. Luxembourg B-15.302) to: i) close all bank accounts that may remain opened under the name of the Company and to instruct the transfer of any remaining funds from these bank accounts; ii) file the tax returns of the Company on its behalf with the Luxembourg tax authorities; iii) settle any taxes due or any potential remaining costs of the Company with the funds to receive from the Company's bank accounts mentioned under i);

- following the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as accomplished and closed;

- the Company's directors are hereby granted full discharge with respect to their duties;

- there should be proceeded to the cancellation of all issued shares;

- the books and documents of the Company shall be kept during a period of five years at the following address: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J-F Kennedy;

However, no confusion of patrimony can be made between the dissolved Company and the assets of or the reimbursement to the sole shareholder before a period of thirty days (article 69 (2) of the Luxembourg law on commercial companies) to be counted from the day of publication of the present deed, subject to no creditor of the Company currently dissolved and liquidated having requested the creation of security interest.

*Costs*

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at one thousand two hundred euro (EUR1,200.-) The undersigned

notary, who speaks and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this deed.

The document having been read to the appearing party's proxyholder known to the notary by name, first name, civil status and residence, the appearing party's proxyholder signed together with us, the notary, this original deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le trente et un décembre.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, laquelle dernière restera dépositaire de la présente minute.

A comparu:

STICHTING Duchess CDO 2000-1, une fondation constituée selon les lois des Pays-Bas, enregistrée auprès du Registre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 34143227, ayant son siège social au Herikerbergweg 238, 1101 CM Amsterdam, Pays-Bas (l' "Actionnaire Unique"),

représentée par Madame Rachida El Farhane, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 29 décembre 2015, laquelle, après avoir été signée ne varietur par la mandataire de la comparante et le notaire soussigné, sera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme décrite ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

- la société Duchess I CDO S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 78958, a été constituée suivant acte reçu par Maître Paul Frieders, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 3 novembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 433 du 12 juin 2001 (la "Société").

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Joseph ELVINGER, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 août 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1845 du 24 septembre 2009.

- le capital social de la Société a été fixé à cent vingt-quatre mille euros (EUR 124.000,-) représenté par mille deux cent quarante (1.240) actions ordinaires sous forme nominative d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune;

- la comparante est l'Actionnaire Unique de la Société et elle déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

- l'Actionnaire Unique décide de dissoudre la Société avec effet immédiat et de la mettre en liquidation;

- l'Actionnaire Unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 30 décembre 2015, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif résultant de la liquidation de la Société, est réglé ou a été dûment provisionné;

La partie comparante, en outre, déclare que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'actionnaire unique est investie de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société, le bilan au 30 décembre 2015 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- l'Actionnaire Unique donne pouvoir à TMF Luxembourg S.A.: (R.C.S.

Luxembourg B 15.302) de (i) de clôturer tous les comptes bancaires de la Société qui seraient encore ouverts ainsi que de procéder au transfert des fonds restants; ii) de déposer toute déclaration fiscale de la Société en son nom auprès des autorités fiscales luxembourgeoises; (iii) de payer toute taxe ou toute dette éventuelle de la Société qui resterait due avec les fonds à recevoir des comptes bancaires de la Société mentionnés sous i);

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs de la Société pour l'exercice de leur mandat;

- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les actions;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy;

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de ou remboursement à, l'Actionnaire Unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication du présent acte et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

### *Frais*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont évalués approximativement à mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la mandataire de la comparante le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même mandataire de la comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: El Farhane, Delvaux agissant en remplacement de GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 05 janvier 2016. Relation: 1LAC/2016/163. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur (signé):* Paul MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 11 janvier 2016.

Référence de publication: 2016006481/126.

(160006643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2016.

**DST Europe EC 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 167.852.

—  
DISSOLUTION

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth day of December, before the undersigned, Maître Henri BECK, notary resident in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

CHINAWHITE S.A., a company limited by shares organised under the laws of the British Virgin Islands, with registered office at Akara Bldg., 24, De Casto Street, Wickhams Cay 1, Road Town, Tortola, British Virgin Islands and registered with the Registrar of Corporate Affairs of the British Virgin Islands under number 1657007 (the Sole Shareholder),

here represented by Peggy Simon, employee, whose professional address is in L-6475 Echternach, 9, Rabatt, by virtue of a power of attorney given on under private seal.

After signature ne varietur by the authorised representative of the Sole Shareholder and the undersigned notary, this power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The Sole Shareholder, represented as set out above, has requested that the undersigned notary record that:

- the Sole Shareholder holds all of the shares in the Company;
- the Company was incorporated on 22 March 2012, pursuant to a deed drawn up by Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) number 1165 of 9 May 2012. The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since the incorporation;
- the Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all entirely subscribed and fully paid up;
- the Sole Shareholder has full and complete knowledge of the Articles and of the Company's financial situation;
- the Sole Shareholder, in its capacity as sole shareholder of the Company, resolves to dissolve the Company with immediate effect and to put it into liquidation (liquidation volontaire);
- the Sole Shareholder resolves to act as liquidator of the Company;
- the Sole Shareholder, in its capacity as liquidator of the Company, declares that:
  - (i) the activity of the Company has ceased;
  - (ii) the liquidation accounts have been prepared and show that all the known liabilities of the Company have been settled or fully provided for;
  - (iii) it will receive all the outstanding assets of the Company; and
  - (iv) it will assume all hidden or unknown liabilities (if any).
- the Sole Shareholder approves the liquidation accounts of the Company dated 9 December 2015;
- the Sole Shareholder waives the appointment of a liquidation auditor;
- the Sole Shareholder resolves to grant the sole manager of the Company full discharge for the performance of its mandate up to the date of the present meeting;
- the Sole Shareholder resolves to confirm that the Company is hereby liquidated and the liquidation is closed;

- the Sole Shareholder resolves to keep the books, documents and records of the Company at 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg for a period of five (5) years after the publication of this deed in the Mémorial and to pay any and all costs associated with the liquidation;

- the Sole Shareholder resolves to grant power to any lawyer or employee of Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l., any employee of AGIR Luxembourg S.A., and any employee of the notary enacting this deed, each of them acting individually, to carry-out and perform any formalities necessary to complete and file any outstanding tax returns of the Company (if any) and to undertake any formalities necessary in connection with filing the Accounts and closing the Company's liquidation and these powers expiring one year after the closing of the Company's liquidation.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the Sole Shareholder that this deed is drawn up in English followed by a French version, and that in case of discrepancies, the English version prevails.

WHEREOF, this notarial deed was drawn up in Echternach, on the date first stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the Sole Shareholder's authorised representative.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le vingt-neuvième jour de décembre,

par-devant le soussigné, Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

#### **A COMPARU:**

CHINAWHITE S.A., une société anonyme régie par les lois des Iles Vierges Britanniques, dont le siège social est établi à Akara Bldg., 24, De Casto Street, Wickhams Cay 1, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques et immatriculée au registre des sociétés des Iles Vierges Britanniques (Registrar of Corporate Affairs of the British Virgin Islands) sous le numéro 1657007 (l'Associé Unique),

représenté par Peggy Simon, employée, dont l'adresse professionnelle est à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

- l'Associé Unique détient la totalité des parts sociales de la Société;

- la Société a été constituée le 22 mars 2012, suivant acte reçu par Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) numéro 1165 du 9 mai 2012. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis la constitution;

- le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, toutes entièrement souscrites et intégralement libérées;

- l'Associé Unique a une connaissance pleine et entière des Statuts et de la situation financière de la Société;

- l'Associé Unique décide, en sa qualité d'associé unique de la Société, de dissoudre la Société avec effet immédiat et de la mettre en liquidation volontaire;

- l'Associé Unique décide d'agir en tant que liquidateur de la Société;

- l'Associé Unique, en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que:

(i) l'activité de la Société a cessé;

(ii) les comptes de liquidation ont été préparés et montrent que l'ensemble du passif connu de la Société a été payé ou provisionné;

(iii) qu'il recevra tous les actifs restants de la Société; et

(iv) qu'il prendra à sa charge, le cas échéant, tout le passif caché ou inconnu.

- l'Associé Unique approuve les comptes de liquidation de la Société datés du 9 décembre 2015;

- l'Associé Unique renonce à la nomination d'un commissaire à la liquidation;

- l'Associé Unique décide de donner pleine et entière décharge au gérant unique de la Société pour l'exercice de son mandat jusqu'à la date de la présente assemblée;

- l'Associé Unique décide de confirmer que la Société est par conséquent liquidée et que la liquidation est clôturée;

- l'Associé Unique décide de conserver les livres, documents et registres de la Société au 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg durant une période de cinq (5) ans à compter de la publication du présent acte au Mémorial et de payer tous les frais en rapport avec la liquidation;

- l'Associé Unique décide de donner pouvoir à tout avocat ou employé de Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l., à tout employé de AGIR Luxembourg S.A., et à tout employé du notaire passant le présent acte, chacun d'eux agissant individuellement, de faire et remplir toutes les formalités nécessaires afin de compléter et d'enregistrer, le cas échéant, les

déclarations fiscales manquantes de la Société et de faire tout le nécessaire pour le dépôt des Comptes et pour la clôture de la liquidation de la Société, les présents pouvoirs expirant un an après la clôture de la liquidation de la Société.

### Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de l'Associé Unique, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et qu'en cas de divergences, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire de l'Associé Unique.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 31 décembre 2015. Relation: GAC/2015/11978. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur* (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 06 janvier 2016.

Référence de publication: 2016006503/109.

(160006479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2016.

### **Les Issambres International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 192.065.

### CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille quinze, trente décembre.

Pardevant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «LES ISSAMBRES INTERNATIONAL S.A.», ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés, section B numéro 192065, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 20 novembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3807 du 10 décembre 2014.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Vanessa ALEXANDRE, juriste, demeurant professionnellement à L-7593 Beringen, 7, Rue Wenzel.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Sandrine ORTWERTH, salariée, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3A, Boulevard du Prince Henri.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour le suivant (ci-après l'«Ordre du jour»):

- Renonciation aux modalités légales relatives aux convocations de l'assemblée;
- Lecture du rapport du commissaire à la liquidation;
- Décharge donnée au Liquidateur et au commissaire à la liquidation de leurs mandats respectifs;
- Clôture de la liquidation;
- Indication de l'endroit où les livres sociaux et autres documents seront déposés et conservés pour une période de cinq années;

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.

Cette liste de présence, après avoir été paraphée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentaire.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'Ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut dès lors délibérer valablement sur les points portés à l'Ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à la présente assemblée, celle-ci décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires de la Société représentés à l'assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'Ordre du jour qui leur a été communiqué par avance.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale lit le rapport du commissaire à la liquidation.

*Troisième résolution*

L'assemblée générale donne pleine et entière décharge au Liquidateur et au commissaire à la liquidation, sans restriction, pour l'accomplissement de leurs mandats respectifs durant et se rapportant aux opérations de liquidation de la Société.

*Quatrième résolution*

L'assemblée décide de prononcer la clôture de la liquidation de la Société.

*Cinquième résolution*

L'assemblée décide que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés au siège social de la Société pendant cinq ans.

*Frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève approximativement à MILLE EUROS (1.000.- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénom, qualité et demeure, ces derniers ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. ALEXANDRE, S. ORTWERTH, M. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 04 janvier 2016. Relation: 2LAC/2016/90. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): A. MULLER.*

POUR EXPEDITION CONFORME

Mersch, le 13 janvier 2016.

Référence de publication: 2016008461/68.

(160008464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

---

**Helliot Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 125.000,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 132.321.

---

Le bilan au 31 mars 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2016.

Référence de publication: 2016066759/10.

(160029146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2016.

---

**Helliot Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 125.000,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 132.321.

---

Le bilan au 31 mars 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2016.

Référence de publication: 2016066761/10.

(160029148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2016.

---

**Société de Développement Agricole - ZEVA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 83.674.

—  
CLÔTURE DE LIQUIDATION

*Extrait*

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 31 décembre 2015, enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 8 janvier 2016, 2LAC/2016/500, aux droits de soixante-quinze euros (75.- EUR), que la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de " SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE - ZEVA S.A. (en liquidation)", inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 39.146, ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 30 août 2001, publié au Mémorial C numéro 187 du 2 février 2002, (la "Société") et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

- La société a été mise en liquidation suivant acte notarié du notaire instrumentaire en date du 23 décembre 2015, en cours de publication au Mémorial C.

- L'assemblée générale adopte le rapport du commissaire à la liquidation.

- L'assemblée générale adopte les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière au liquidateur et au commissaire-vérificateur, pour l'accomplissement de leur fonction concernant la liquidation de la société.

- Par conséquent la liquidation de la société a été clôturée et la société est dissoute.

- Les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2016.

Référence de publication: 2016053279/25.

(160011807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2016.

---

**Professional Beauty Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9237 Diekirch, 3, place Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 106.163.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue en date du 20 octobre 2015*

L'assemblée accepte la démission de la société «AUDIEX S.A.» de son poste de commissaire aux comptes avec effet à ce jour.

Il a été décidé de nommer en remplacement au poste de commissaire aux comptes la société «FAJU INVEST S.A.» avec siège social a L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock, représentée par Monsieur Ralf URFELS et inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le n° B158 261.

Son mandat prendra effet à partir de ce jour et prendra fin lors de l'assemblée générale tenue en l'année 2019, statuant sur les comptes annuels de l'exercice 2018.

Pour extrait sincère et conforme

*Un administrateur*

*Extract of the minutes of the extraordinary general meeting of shareholders of the company held on October 20<sup>th</sup>, 2015*

The meeting accepts the resignation of the company «AUDIEX S.A.» as Statutory auditor with effect this day.

The meeting decides to appoint the company «FAJU INVEST S.A.» having its registered office at L-9991 Weiswampach, 2, Am Hook, represented by Mr, Ralf URFELS and registered to the Luxemburg Trade Register under the nr. B158 261 as Statutory Auditor.

Its mandate will start from this day till the Annual General Meeting of the year 2019, which will rule on annual accounts of the year 2018.

For true copy

Signature

*Director*

Référence de publication: 2016008654/27.

(160008104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

---